



choisir

**L'Europe
en mal d'identité**

N° 518 – février 2003

choisir

revue mensuelle

Revue de pères jésuites

Adresse

rue Jacques-Dalphin 18
1227 CAROUGE (Genève)
Administration et abonnements :
tél. 022/827 46 76
administration@choisir.ch
Rédaction :
tél. 022/827 46 75
fax 022/827 46 70
redaction@choisir.ch
Internet : www.choisir.ch

Directeur

Albert Longchamp s.j.

Rédaction

Pierre Emonet s.j., réd. en chef
Lucienne Bittar, rédactrice
Jacqueline Huppi, secrétaire

Conseil de rédaction

Louis Christiaens s.j.
Bruno Fuglistaller s.j.
Joseph Hug s.j.
Jean-Bernard Livio s.j.

Mise en page et imprimerie

Imprimerie Fiorina
rue de la Lombardie 4
1950 Sion
tél. 027/322 14 60

Cedofor

Marie-Thérèse Bouchardy
Axelle Dos Ghali
Yvonne Jeannerat

Promotion

Robert Decrey

Administration

Geneviève Rosset-Joye

Abonnements

1 an : FS 80.–
Etudiants, apprentis, AVS :
FS 55.–
CCP : 12-413-1 « choisir »
Pour l'étranger :
FS 85.– Par avion : FS 90.–
€ : 56.– Par avion : € 60.–

Prix au numéro : FS 8.–

En vente dans les
librairies Payot

choisir = ISSN 0009-4994

Editorial

2 **Cultures en conflit** par Pierre Emonet

Actuel

Spiritualité

8 **Plaidoyer pour le rite** par Marc Donzé

Sciences

9 **Teilhard de Chardin : entre science et foi** par Ugo Amaldi

Religions

13 **Quel avenir pour Dieu ?** par Franz Dähler

Politique

17 **L'Europe à la recherche de son identité** par Attila Jakab

21 **Turquie européenne, sous conditions**
par Pierre de Charentenay

Histoire

25 **Rapport Bergier, usages politiques et polémiques**
par François Walter

Société

29 **Vers une guerre entre les générations ?** par Valérie Bory

Libres propos

33 **Euthanasie et dérapages** par Jean-Bernard Houriet
Risque nucléaire par André Durussel

Cinéma

35 **L'heure de religion** par Guy Th. Bedouelle

Lettres

37 **Au commencement était la rivière : James Joyce**
par Gérard Joulié

Livres ouverts

40 **Un captivant récit de voyage** par Joseph Hug

Livres reçus

ILLUSTRATIONS

Couverture : Pierre Emonet, exposition universelle, Lisbonne.
p. 4 : P. Emonet ; p. 7 : JJK photos ; p. 10 : Fondation Teilhard de
Chardin ; p. 23 : *Les religions dans le monde*, Critérior ; p. 30 :
M. Vanappelghem ; p. 36 : Océan Films ; p. 38 : G. Freund.

Les titres et intertitres sont de la rédaction

Cultures en conflit

Il y a l'affaire Ramadan à Genève, cet enseignant musulman qui a fait des déclarations fracassantes dans un courrier publié dans *Le Monde*, justifiant la lapidation des femmes adultères et expliquant que le sida était un châtement divin. Ses prises de positions religieuses jugées incompatibles avec son statut de fonctionnaire public, celui d'enseignant surtout, l'Etat de Genève a décidé de le mettre à pied. Sur un tout autre plan, il y a la candidature contestée de la Turquie à l'Union européenne. Malgré des promesses de principe, les membres de l'Union traînent un peu les pieds pour recevoir un candidat qui n'a pas encore fait ses preuves. Dans un cas comme dans l'autre, voilà posé l'épineux problème de l'intégration des identités au sein de la société. Dans quelle mesure identité et diversité culturelle sont-elles compatibles ? Quelles sont les règles de conjugaison lorsqu'il est question d'intégration dans une communauté ?

Que l'Europe ait un passé chrétien, personne n'en doute. L'héritage est moins religieux que culturel, même si, selon Max Weber, toute société se fonde sur une idée religieuse, au moins implicite. Le christianisme a forgé une culture qui constitue aujourd'hui une sorte de dénominateur commun partagé par les membres de l'Union. Loin d'être chimiquement pure, cette culture est la résultante de toute une série de courants, parmi lesquels la culture gréco-romaine tient une place essentielle. La Renaissance l'a rappelé, lorsque la chrétienté pléthorique était tentée de l'oublier. Tant et si bien que l'héritage de l'Europe est un bagage composite auquel on peut bien accoler une étiquette chrétienne, à condition toutefois d'admettre qu'il s'agit d'un christianisme «revu et corrigé» par la Révolution française et les Lumières. Les outrances des uns et des autres ne parviennent pas à entamer le sentiment diffus d'une continuité dans le temps et dans l'espace, la reconnaissance d'une histoire commune et d'un destin collectif.

Située au confluent de tous ces courants, l'Union européenne s'est forgée un concept identitaire dont la culture chrétienne est un des axes majeurs. Elle a des traits précis, qui permettent à ses membres de se reconnaître dans une certaine originalité européenne et d'être perçus différents par les autres. La Charte des droits fondamentaux affirme que l'Union se fonde «sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'Etat de droit».

Cette définition de l'identité européenne suppose la laïcité de l'Etat. Nous vivons dans une société pluraliste, qui intègre des cultures variées, inspirées par autant de credo divers, parfois même antagonistes. Pour la rendre habitable, pour garantir la paix et la cohésion sociale, l'Etat gère un espace de liberté qui permet à chacun d'agir selon sa conscience,

dans le respect des autres. Parce qu'il n'est pas compétent en matière religieuse, l'Etat n'a pas à réglementer croyances et pratiques. Fondamentalement «laïc», il est chargé de la gestion du bien commun temporel et de l'intérêt général. Il peut, certes, reconnaître et favoriser la vie religieuse de ses citoyens, mais il dépasse ses limites s'il s'aventure sur le terrain religieux. Le concile Vatican II l'a redit avec d'autant plus de force qu'il s'agissait d'une doctrine nouvelle, contredite par plusieurs siècles de pratique contraire. La Congrégation pour la doctrine de la foi vient de le rappeler dans une déclaration sur l'engagement des catholiques dans la vie politique (24 novembre 2002).

L'intégration sociale et politique d'autres cultures n'est acceptable que dans la mesure où elles sont prêtes à respecter cet espace de liberté, en d'autres mots, à adopter la laïcité de la société à laquelle elles prétendent. On comprend, dès lors, que certaines pratiques comme la lapidation des femmes adultères ou la discrimination de la femme, la subordination de l'ordre public à une loi religieuse, la disqualification sociale des religions et des cultures minoritaires rendent l'intégration difficile sinon impossible. Pour une société pluraliste, la séparation de la religion et de l'Etat est un principe de santé auquel elle ne peut déroger sous peine d'éclatement, le socle d'une authentique démocratie, même lorsque les citoyens sont les héritiers sans foi de cultures inspirées par la foi.

Il faut malheureusement reconnaître que, par une dérive assez fréquente, la laïcité a souvent distillé une idéologie antireligieuse. D'espace de liberté qu'elle était par vocation, elle s'est transformée en une sorte de contre-religion, avec ses dogmes, ses militants à la limite du fanatisme et son étroitesse apologétique. Emportée par sa rage anticléricale, elle a confondu foi et culture. Par une réaction primaire, elle a fait l'impasse sur l'héritage historique, sous prétexte qu'il portait l'appellation chrétienne. Elle endosse une lourde responsabilité dans la perte d'identité dont souffre la société contemporaine. On peut aujourd'hui déplorer l'ignorance culturelle des jeunes générations européennes, incapables d'apprécier les grandes œuvres littéraires, les chefs-d'œuvre de l'art classique ou de comprendre les principes éthiques sur lesquels a été bâtie la société qui les a engendrés. On peut imaginer des programmes de rattrapage, des cours d'information, comme la France tente de le faire (Genève reste encore frileuse). Rien n'y fera. Aussi longtemps que les cultures se définiront par exclusion au détriment de la complémentarité, le monde sera inhabitable. Les questions socio-politiques provoquées par le choc des diverses traditions est une invitation urgente à redécouvrir les valeurs d'ouverture, de respect, de tolérance, de dialogue que chacune recèle. Elles sont la condition d'une saine démocratie.

Pierre Emonet

Info Le 4 décembre 2002, le Comité des droits économiques, sociaux et cultu-



Eau potable, un bien qui se raréfie.

rels des Nations Unies a déclaré pour la première fois que l'accès à l'eau potable est un droit de l'homme : «L'eau est fondamentale pour la vie et la santé. Le droit humain à l'eau est indispensable pour permettre une vie saine dans la dignité humaine. C'est une condition préalable à la réalisation des autres droits de l'homme.» Dans la foulée, l'*Année internationale de l'eau douce* a été lancée officiellement le 12 décembre passé aux Nations Unies, à New York, et à l'UNESCO, à Paris.

En Suisse, le ravitaillement en eau douce est assuré principalement par des précipitations abondantes mais, comme le montre le rapport *Environnement suisse 2002* de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, notre pays n'est pas à l'abri des difficultés. Un cinquième de nos réserves hydriques est formé d'eau souterraine et 80 % de notre consommation d'eau potable est couverte par ces réserves. Or «l'eau souterraine subit de plus en plus d'atteintes, en premier lieu en raison de l'utilisation agricole intensive des sols, qui se traduit par l'apport de grandes quantités d'engrais et de produits phytosanitaires», dont il n'est pas aisé de mesurer les conséquences.

Enseignement confessionnel

Info L'Université d'Exeter a mené auprès de 500 enfants de 12 ans un sondage sur leurs connaissances religieuses. Résultats : les trois quart d'entre eux savent que, selon les Evangiles, Jésus est ressuscité, mais 54 % ignorent ce qu'on célèbre à Pâques, plus de la moitié ont pu citer un miracle spécifique et 44 % évoquer une parabole. L'étude montre encore que c'est à l'école que les enfants reçoivent une grande

partie de leur éducation religieuse. Il est vrai que selon une loi de l'enseignement de 1996, les écoles sont tenues d'enseigner la religion, car, comme l'explique Terence Copley, l'un des rédacteurs de l'enquête, «en Grande-Bretagne, les traditions religieuses sont principalement chrétiennes», tout en tenant compte des enseignements et pratiques des autres grandes religions représentées dans le pays.

Ségrégation entre catholiques

Info En novembre passé, les catholiques du canton de Schwyz refusaient d'accorder aux étrangers le droit de vote et d'éligibilité au niveau de l'Eglise locale. Lors de la messe du nouvel an au monastère bénédictin d'Einsiedeln, l'abbé Martin Werlen s'est insurgé contre cette décision et a demandé aux autres paroisses du canton d'accorder

ces droits aux catholiques étrangers. Le choix des paroissiens schwyzois signifie que les catholiques qui n'ont pas de passeport suisse ne sont pas catholiques à part entière, a-t-il commenté. Or le pape et Mgr Kurt Koch, évêque de Bâle, ont tous deux déclaré que le mot «étranger» ne doit pas exister dans le langage de l'Eglise.

Des femmes au Mont Athos ?

Info Le parlement européen a adopté le 15 janvier une résolution levant l'interdiction faite à «toute femme, tout enfant, tout eunuque et tout visage lisse» d'accéder au Mont Athos, un territoire de 400 km², érigé en république monastique orthodoxe,

semi-autonome. Selon l'U.E., la situation actuelle viole le principe de l'égalité des sexes, la législation communautaire et les dispositions sur la libre circulation des citoyens de l'U.E. Le gouvernement grec a opposé à ce vote une fin de non-recevoir.

Pakistan : appel de l'Eglise

Info Dans ce pays à 97 % musulman et dont le fort taux d'analphabétisme (80 %) permet un contrôle par les mollahs, la corruption, les abus sexuels, les discriminations sont partout présents et frappent aussi bien musulmans que chrétiens. Reste que ces derniers sont victimes de ségrégations particulières. Pour les évêques pakistanais, le pire est que le gouvernement ferme les yeux sur les discours de haine et autres provocations qui incitent à la violence contre les non-musulmans. En cas d'attaque américaine contre l'Irak, préviennent les Eglises locales, les chrétiens pakistanais seront les premiers visés. Les missionnaires sont inquiets, surtout dans la

région nord du pays, à la frontière afghane : ils craignent de devoir payer pour les actes des puissances occidentales. En raison de la menace terroriste, les 116 paroisses catholiques du pays et les évêchés sont en permanence sous surveillance policière. Or la majorité des catholiques (1 % de la population) sont pauvres et n'ont pas de quoi fuir à l'étranger.

Les évêques pakistanais essayent de désamorcer ces tensions. La Commission pour le dialogue interreligieux de la Conférence épiscopale pakistanaise a lancé une *Année de la paix* : au programme, des marches pacifistes, des prières interreligieuses, des événements sportifs et des concours d'écriture.

Famine en Ethiopie

Info Les Nations Unies estiment que 11,3 millions de personnes mourront de faim en Ethiopie si elles ne reçoivent pas d'urgence de l'aide. Selon l'agence Fides, la famine qui touche l'Ethiopie et l'Erythrée est encore plus dramatique que celle des années '80, qui

fit plus d'un million de morts. La sécheresse a épuisé les réserves d'eau et de nourriture, conduit à des hausses du prix du grain (alors que le pouvoir d'achat de la population a baissé) et dévalué celui du bétail. Les plus touchés sont donc les éleveurs nomades.

Réhabilitation au Sri Lanka

Info La guerre qui a ravagé le pays durant 20 ans a fait 630 000 déplacés, principalement vers la partie nord-est du Sri Lanka, et 330 000 réfugiés. Profitant du climat de paix, 120 000 d'entre eux seraient déjà rentrés chez eux, sans aide particulière au retour. Ces personnes retrouvent des terres agricoles minées, des maisons bombardées, des villes en ruine, amputées d'infrastructures de base, comme

l'électricité ou les écoles. Le Jesuit Refugees Service (JRS) a démarré des programmes d'assistance scolaire dans les camps de déplacés et les villages affectés par la guerre, ainsi qu'un programme d'hébergement. En outre, dans le diocèse de Mannar, le JRS a entrepris de former clergé et habitants aux droits humains, afin de créer un environnement propice à un retour à la normalisation.

Désinformation

Opinion *Séminariste à Rome, j'ai vécu les atrocités et les bombardements de la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, les résistants ou ceux suspectés de l'être ont été appelés «terroristes» par les nazis et les fascistes. Ils ont été très nombreux à avoir été torturés et sommairement exécutés. Naturellement ces actes cruels étaient tout à fait normaux et loués par les politiques nazis, les fascistes et les médias de l'époque. Des montages mensongers, savamment préparés et présentés comme vérités absolues par les machines de mass media de Goebbels justifiaient tout. Après la libération, ces mêmes médias ont tout de suite changé leur discours. Et en découvrant les horreurs des nazis et des autres vaincus, les vainqueurs ont tous prétendu ne rien avoir su et ont tous promis que cela ne devrait plus jamais se produire.*

Aussitôt, les mêmes vainqueurs ont poursuivi d'autres injustices et sauvageries en tuant d'autres millions de gens dans les goulags, en Corée, Algérie, Inde, Tibet, Moyen-Orient et Afrique. Aujourd'hui encore, de nombreux drames terrifiants se produisent encore en Palestine et en Irak. On le sait, mais on ne fait rien ou presque. (...) La majorité des groupes de communication se concentrent autour des puissants et ne font pratiquement que désin-

former, minimisant ou justifiant ces méfaits. Pourtant, il est plus nécessaire que jamais que la démocratie continue à régner. L'injustice est la première raison des conflits et des actes désespérés de la part de gens qui n'ont plus rien à perdre.

On sait qu'au vu et au su du monde entier, l'embargo génocidaire a tué 1,5 million d'Irakiens innocents et qu'en plus on a utilisé sur ce pays et sa population des armes criminelles à l'uranium appauvri et des bombes de toute sorte. (...) On s'acharne encore à appliquer à la lettre de très nombreuses résolutions des Nations Unies contre la population de ce pays, en oubliant qu'il y a des dizaines de résolutions de cette même organisation contre Israël, la Chine, etc. qui ne sont pas et ne seront jamais appliquées. On applique ce qui arrange et sert les pays les plus puissants et les intérêts de leurs amis d'une manière injuste et très sélective. Là encore, le formidable système de communication mis au service de cette machine injuste justifie tout. Il élève qui il veut au sommet et descend qui il veut aux enfers. Et malheur aux vaincus et aux faibles qui dénoncent cette injustice ou crient de douleur !

Mgr Raphaël I^{er} Bidawid
patriarche des Chaldéens catholiques de Babylone
(extrait d'un témoignage paru dans «La Liberté»)



Manifestation à Genève contre la guerre préventive en Irak (18 janvier).

Plaidoyer pour le rite

T rès souvent, j'entends dire que la messe est monotone. «C'est toujours la même chose !» Serait-ce pour emboîter le pas à Denis de Rougemont qui parlait des chrétiens et de leurs médiocres cérémonies ? C'est vrai que nos célébrations sont bien grises parfois. Des nefes désertées, des décorations minables, des rites vite expédiés, un art oratoire exsangue, un enthousiasme absent... Comme si la splendeur de la grâce pouvait se contenter d'un minimum absolu de mise en œuvre ! A décourager n'importe quel homme de bonne volonté de rester plus d'un quart d'heure dans l'église au moment de l'office. Les hommes d'Eglise auraient-ils oublié que le sacrement est aussi un signe *visible* ? Et que pour porter pleinement sa signification jusque dans le cœur sensible des gens, il a besoin d'être fortement *lisible*.

Une eucharistie bâclée donnera certes le Seigneur Jésus à ceux qui y communient. Mais qu'en percevront-ils ? Auront-ils envie de revenir ? Le Seigneur leur apparaîtra sous une allure médiocre ; sa Présence sera travestie en quelque sorte sous un vêtement négligé, décoloré, défraîchi. C'est bien différent d'une allure pauvre, qui, elle, sied à Jésus, de Bethléem jusqu'au Golgotha. Car il est possible d'être pauvre et splendide ; la flamme intérieure peut tout transfigurer. Elle rend gestes et paroles, odeurs et décors pleins de signification.

Admettons donc que l'eucharistie soit célébrée avec ferveur et avec art. Il reste néanmoins qu'elle est un rite, dont les éléments se succèdent toujours dans le même ordre depuis les tout débuts : accueil, liturgie de la Parole, offrande, mémorial de la

sainte Cène, communion, envoi. Le rite est-il vraiment ennuyeux ? Faut-il vraiment tout changer toujours pour que la célébration demeure attrayante ?

En tous les cas, le rite est nécessaire. Pas le ritualisme, mais le rite en sa signification profonde. Il permet d'abord d'être relié avec l'événement qu'il évoque, avec la personne au centre de cet événement, avec tous ceux qui célèbrent le même mystère à travers le temps et l'espace. Redire les paroles de Jésus le soir avant sa mort, c'est se trouver en communion avec lui et avec tous ses frères et sœurs. Proclamer la Parole dont il a vécu, la Parole qu'il est, c'est entrer en communion avec le dessein d'amour de son Père. Plus fort encore, recevoir le pain et le vin devenus présence de sa vie, c'est entrer dans l'intimité même de sa Personne. Cela ne se réinvente pas.

Le rite permet aussi de vivre la liturgie en paix. Point besoin de comprendre tous les détails ; point besoin de rester attentifs à tous les fragments d'expression pour voir ce qu'ils veulent bien dire. Le plus important est au fond : dans cette assurance d'être mis en présence du Christ qui parle au cœur et qui se donne à l'intime.

Le rite permet encore la profondeur. A force de creuser les mêmes paroles et les mêmes gestes, on y découvre des sens toujours plus forts. Ne faut-il pas des années pour entendre un peu ce que veut dire «mon Corps livré pour vous» ? Mais le rite n'empêche pas l'art. Il a besoin d'une belle orchestration.

Marc Donzé

Teilhard de Chardin : entre science et foi

par Ugo AMALDI,* Genève

Teilhard de Chardin a laissé une œuvre vaste et variée. La plupart des intuitions qui l'habitaient trouvaient leurs racines dans sa vision scientifique du monde. Cet article dresse un aperçu des activités scientifiques de Teilhard et met en lumière leurs relations avec sa représentation du monde.

Teilhard était un *vrai* scientifique. Pendant ses études de jésuite, à l'âge de 25 ans déjà, il enseignait la physique et la chimie au collège ; puis, à 30 ans, après des études de théologie, il commença à travailler la paléontologie humaine au Muséum d'histoire naturelle de Paris. Il passa au front la période 1914-1919, où il fit preuve de beaucoup de courage, avant de reprendre l'enseignement de la géologie. Suite à la censure qui frappa un de ses textes sur le péché originel, il fut envoyé à 45 ans en Chine et passa finalement vingt ans loin de l'Europe.

Ces années ont été scientifiquement très productives, en paléontologie comme en géologie. Sa base était la Chine, mais ses travaux le conduisirent à travailler sur le terrain en Ethiopie, en Asie centrale, au Japon, au sud de la Chine, en Inde, à Java, en Birmanie... Sans ces travaux de recherche et ses contacts avec les milieux scientifiques plus qualifiés, Teilhard n'aurait jamais développé sa vision évolutive du monde naturel, base de toute sa pensée philosophique et théologique.

A mon sens, la pensée de Teilhard s'articule autour de *trois* piliers principaux : *l'étude systématique des phénomènes*, soit la science expérimentale ; *l'attention particulière portée au rôle du temps*, avec le

sous-entendu que le temps est toujours source de progrès ; enfin *l'aspiration à une vision universelle du monde*.

Les deux premiers piliers sont étroitement liés à sa pratique directe de la géologie et de la paléontologie. C'est sur le terrain et dans les fouilles que le scientifique Teilhard trouve les signes de l'évolution géologique et biologique, qui l'amènent à définir l'homme et, finalement, sa pensée. Ses intuitions sont confirmées par l'étude des restes du sinanthrope de Pékin et de l'homme de Java.

Retenons pour les deux premiers piliers les point suivants : les résultats de l'expérience qui démontrent que l'homme est le produit d'une évolution, et l'intérêt pour le rôle du temps, à travers lequel la nature évolue. A partir de là - en restant dans le domaine des sciences naturelles - on peut discuter les trois concepts que Teilhard utilise très souvent, en particulier dans son

* Membre de l'Académie nationale des sciences d'Italie, professeur de physique médicale à l'Université de Milano Bicocca, Ugo Amaldi a été durant 20 ans directeur de recherche au CERN. Il est fondateur et président de la Fondation TERA, qui a pour but le développement de techniques thérapeutiques par protons ou ions légers.

œuvre majeure *Le Phénomène humain*, parue après sa mort, en 1955. Ces trois concepts - «complexité-conscience», «énergie radiale» et «psychisme diffus» - posent aujourd'hui des problèmes aux scientifiques, même croyants.

Teilhard observe que l'évolution produit des organismes toujours plus organisés, plus complexes ; en passant aux êtres vivants pluricellulaires, il note, à un certain moment de l'histoire évolutive, l'apparition d'une conscience qui s'accroît à mesure que les organismes qu'elle habite deviennent plus complexes. Finalement, l'évolution atteint le point culminant de la complexité avec l'homme.

A partir de cette observation, Teilhard identifie la complexité avec la conscience et énonce le principe de «complexité-conscience» qui affirme que, du moment que complexité et conscience sont étroitement liées, l'évolution pousse la matière à former des structures toujours plus complexes, qui vont dans la direction d'une conscience accrue.

Mais pourquoi la «complexité-conscience» augmente-t-elle dans la fine couche de matière organique qui couvre la Terre et que nous appelons *Biosphère* ? La cause réside dans le pouvoir d'action que chaque individu et groupe d'individus possède, une forme d'énergie interne à laquelle Teilhard a donné le nom d'«énergie radiale». En bon scientifique, il sait que l'énergie des processus physiques et chimiques est autre chose. Pour bien la distinguer de l'énergie radiale interne, il appelle «énergie tangentielle» la quantité mesurée par nos instruments de laboratoire et trans-



Teilhard (à droite), au camp de la résistance à Ouroumtsi (Chine), juillet 1932.

formée en masse, par exemple avec les accélérateurs de particules. Pour Teilhard, l'autre pouvoir d'action intrinsèque à la matière, l'énergie radiale, est la source de l'évolution. C'est elle qui fait avancer la nature dans la direction d'un état toujours plus complexe et, pour cela, plus conscient.

Si l'énergie physique, tangentielle agit sur les objets matériels, sur quoi agit l'énergie radiale ? Ici entre en jeu le troisième concept, qui fait le pont entre le deux autres. La matière comporte un «psychisme» diffus, déjà présent dans la matière inorganique et qui croît au fur et à mesure que la conscience des individus augmente. Le psychisme s'enrichit parallèlement à la complexité des structures matérielles.

D'une certaine manière difficile à définir, mêmes les électrons et les noyaux atomiques partagent un certain degré de psychisme, qui apparaît avec un peu plus d'évidence dans les grandes molécules organiques faites d'atomes, composés à leur tour d'électrons et de noyaux. Dans les êtres vivants, comme les chiens et les singes, ce psychisme serait encore plus manifeste.

La conscience atteint son sommet dans la «pensée réfléchie» de l'Homme, qui est

une propriété «émergente» due à la complexité du cerveau humain. Sublimation du psychisme, elle habite toutes ses composantes et augmente au rythme de l'évolution des espèces. Avec l'apparition de la «pensée réfléchie», la Nature a fait un saut qualitatif et la Biosphère devient «Noosphère»,¹ siège de la connaissance humaine et tremplin d'un nouveau départ de l'évolution vers plus de complexité et de conscience. Dans la vision de Teilhard, le «psychisme diffus» et l'«énergie radiale» servent donc à expliquer la montée vers la «complexité-conscience».

Une super conscience

Cette vision unifiante de l'évolution ne suffit pas à Teilhard, qui voulait intégrer sa vision scientifique du monde dans la foi chrétienne. Pour le faire, il introduit deux nouveaux concepts : la «super personne» et le «point Omega». Un passage du *Phénomène humain* donne une idée de l'ampleur de ses intuitions : «Nous n'avons encore aucune idée de la grandeur possible des effets "noosphériques". La résonance des vibrations humaines par millions ! ... Le produit collectif et additif d'un million d'années de pensée. (...) Avons-nous jamais essayé d'imaginer ce que ces grandeurs représentent ? (...) Une collectivité harmonisée de consciences (...) La Terre se couvrant de grains de pensée par myriades (...) Jusqu'à ne plus former ... qu'un seul grain de pensée» (pp. 287 et 252).

Tel est donc le résultat final de l'évolution dans la vision optimiste et positive de Teilhard de Chardin : la formation d'une super conscience dans laquelle se souderont toutes les consciences humaines. Les énormes énergies radiales de cet unique grain de pensée, mobilisées par le Christ-évoluteur, convergeront finalement dans le point Omega, qui attire toutes les choses et coïncide avec Dieu.

Pour tenter de résumer en quelques mots la pensée très complexe de Pierre Teilhard de Chardin, on pourrait dire que sa vision de l'univers et de la place de l'Homme dans l'Univers est fondée sur *trois* piliers (l'étude systématique des phénomènes, l'attention particulière au rôle du temps et l'aspiration à une vision universelle du monde), qu'elle emploie *trois* concepts nouveaux (le principe de «complexité-conscience», l'«énergie radiale» et le «psychisme diffusé») et qu'elle aboutit à *trois* ouvertures sur le futur de l'humanité : la croissance de la «Noosphère», l'émergence finale - peut-être dans des millions d'années - d'un «grain de pensée unique» et sa convergence vers le «point Omega».

Laissons de côté les aspects philosophiques et théologiques, pour revenir aux réflexions de Teilhard qui se fondent sur les sciences de la nature et qui aboutissent au concept de «Noosphère», comme à un pont qui met en communication la pensée plus scientifique de Teilhard avec sa vision religieuse du «point Omega».

Ces réflexions ont eu une grande importance dans l'histoire de la pensée : elles ont jeté les bases d'un dialogue fécond entre croyants et scientifiques darwinistes. Il faut souligner que, même aujourd'hui, ce dialogue n'est pas du tout évident, comme l'a montré l'épistémologue américain Michael Ruse dans un texte récent, *Can a Darwinian be a Christian ?*² où il défend la thèse qu'on peut être chrétien et darwiniste sans contradiction, mais qu'il n'est pas nécessaire de poser l'hypothèse du psychisme diffus et de l'attraction du «point Omega» pour expliquer l'apparition sur terre d'individus dotés d'auto-conscience.

Cette thèse est certainement de nos jours la plus répandue parmi les scientifiques croyants. Elle est une des conséquences des recherches scientifiques des derniers cinquante ans dans le domaine de l'évolution et de l'étude de la complexité. Quand Teilhard écrivait *Le Phénomène*

humain, la double hélice de l'ADN n'avait pas encore été découverte et la théorie de la complexité et de ses attracteurs devait encore naître. De plus, ce n'est qu'après sa mort que les travaux des paléo-biologistes ont montré qu'au cours de l'évolution, des structures très complexes - comme l'œil - sont apparues plusieurs fois dans des espèces différentes et dans des niches écologiques très variées.

Un projet de Dieu

Tout ceci nous indique que - pour expliquer comment Dieu a pu créer l'homme auto-conscient à travers un processus évolutif à la Darwin - il n'est pas nécessaire d'attribuer à la matière une forme de psychisme caché qui la pousserait vers plus de complexité. Dans le cours de l'évolution des espèces, le même type de complexité peut fort bien surgir plusieurs fois dans des circonstances différentes, comme conséquence de lois naturelles qui agissent sur la matière. Et cette vision n'est pas en contradiction avec la foi en Dieu créateur.

Dans un livre fort intéressant, publié récemment sous le titre *Paths from Science towards God*³, le biochimiste, philosophe et prêtre anglican Arthur Peacocke décrit cette position alternative et, à mon sens, aujourd'hui plus convaincante, en ces termes : «Peut-on dire que dans l'évolution biologique Dieu réalise un projet ? (...) [Oui], parce que le processus évolutif est caractérisé par des "propensions", c'est-à-dire l'émergence de certains caractères qui favorisent la survie. Entre autres : la complexité croissante, le traitement et l'accumulation d'informations, la conscience, la sensibilité à la douleur, et aussi l'auto-conscience. (...) Ainsi l'émergence de la personne auto-consciente, capable d'entrer en relation personnelle avec Dieu, peut toujours être considérée comme volonté de Dieu.»

En guise de conclusion, on peut relire

les phrases écrites par Teilhard vers la fin du *Phénomène humain* (p. 292), en ajoutant, entre parenthèses, les concepts introduits dans cette présentation : «Pour faire une place à la Pensée dans le monde, il m'a fallu interioriser la Matière (psychisme diffus) ; imaginer une énergétique de l'Esprit (énergie radiale) ; concevoir au rebours de l'Entropie (qui concerne seulement l'énergie tangentielle) une montante Noogénèse (complexité-conscience) ; donner un sens, une flèche et des points critiques à l'Evolution (pensée réfléchie et formation d'un seul grain de pensée) ; faire se reposer finalement toutes choses sur Quelqu'un (Christ-évoluteur et point Omega). (...) J'ai pu me tromper sur bien des points. Que d'autres tâchent de faire mieux. Tout ce que je voudrais, c'est avoir fait sentir, avec la réalité, la difficulté et l'urgence du problème, l'ordre de grandeur et la forme auxquelles ne peut échapper la solution.»

Comme on peut le constater, Teilhard a toujours accepté la possibilité que sa vision soit dépassée par d'autres penseurs intéressés à comprendre la relation de Dieu à l'évolution du cosmos et des espèces. Les connaissances accumulées entre temps ont changé les perspectives et le débat reste encore ouvert.

Une chose est certaine : si Pierre Teilhard de Chardin était encore présent, en vrai scientifique, avant de se prononcer, il voudrait connaître en détail les plus récents résultats de la biologie, de la paléontologie et de la science en général.

U. A.

¹ *Noos* veut dire *connaissance* ; depuis, le terme *Noosphère* est devenu un mot très utilisé, souvent à tort.

² Cambridge University Press, Cambridge 2001.

³ Oneworld Publication, Oxford and New York 2001, pp. 80-82.

Quel avenir pour Dieu ?

par Franz DÄHLER s.j.,* Kriens

«La religion et Dieu ont-ils un avenir ?» La question a fait l'objet d'un symposium, organisé à Yogyakarta (Indonésie) en avril 2002. Des musulmans et des chrétiens se sont rencontrés au collège jésuite Ignatius pour y apporter une réponse constructive, axée sur une compréhension humaniste et sociale des religions et une nécessaire collaboration interreligieuse. L'auteur de cet article montre comment l'islam, contrairement à son aile fondamentaliste la plus visible, est traversé par des courants interprétatifs ouverts, aux assises intellectuelles certaines et parfois instituées.

Que le symposium ait eu lieu à Yogyakarta n'est pas fortuit. Centre de la culture javanaise, la ville abrite une majorité de musulmans, une bonne minorité de protestants et de catholiques, des bouddhistes et des confucianistes. Depuis 1998, elle est le théâtre de fortes tensions entre musulmans et chrétiens. Sur la route qui conduit au volcan Merapi se trouve le quartier général du Laskar Jihad (Troupes de la guerre sainte) qui a ravagé des églises et attaqué des villages chrétiens dans l'archipel d'Ambon et de Sulawesi. De leur côté, les chrétiens ont détruit des mosquées et poussé à l'exil des dizaines de milliers de musulmans.

Le Laskar Jihad - que l'on prétend dissout suite aux attentats de Bali - ne représente que la partie visible d'un durcissement croissant de l'islam indonésien. Il faut citer encore le Front Pembela Islam (Front de défense islamique), le KISDI (Comité pour la solidarité du monde islamique), le Jemaah Islamiyah, dont le chef Abubakar Baasyir a été arrêté entre temps, et le Jami'at Tabligh : tous veulent instaurer la loi islamique (charia). En outre, certains partis défendent l'idée d'un Etat islamique, en particulier le

Parti du développement uni (PPP), auquel appartient le vice-président Hamzah Haz, et le Parti de la justice. Parmi les fondamentalistes, il faut encore mentionner le Conseil des intellectuels musulmans (MUI) qui, à Noël 1997, avait lancé la «fatwa Natal», c'est-à-dire l'interdiction d'adresser des vœux aux chrétiens.

La présidente Megawati Sukarnoputri s'oppose à un Etat islamique, mais contrairement à son père, l'ex-président Sukarno (1945-1966), jusqu'aux attentats de Bali, elle n'a rien entrepris contre les combattants musulmans.

Parlant du futur, le document de base du symposium, *L'histoire de Dieu* de Karen Armstrong,¹ présente un sombre tableau. L'auteur évoque le néo-fondamentalisme du christianisme, qui se démarque avec vigueur des autres religions. C'est ainsi que, pour l'Anglais Colin Urquhart, juifs et musulmans sont des suppôts de l'enfer et les religions orientales sont inspirées

* L'auteur a travaillé en Indonésie comme enseignant et aumônier d'étudiants. Il y est encore engagé comme journaliste particulièrement intéressé par les relations entre chrétiens et musulmans.

par le démon. Des affirmations semblables se retrouvent dans le judaïsme et l'islam. « Cette manière agressive de vouloir toujours avoir raison est une tentation constante des religions monothéistes. Elles renient ainsi une vérité fondamentale, la compassion et la miséricorde. »

La perte de sens et la violence poussent de nombreuses personnes au désespoir. « Aux Etats-Unis, le 90 % de la population croit en Dieu, et pourtant la prédominance du fondamentalisme, d'une mentalité de fin du monde et d'une spontanéité religieuse charismatique n'inspire aucune confiance. »

Une conscience sociale

Les conférences du symposium contrastent avec ce sombre paysage. J'en retiens trois : celles de Budhy Munawar-Rahman, responsable des Etudes islamiques à l'Université de Paramadina (Jakarta), d'Amin Abdullah, professeur à la Faculté musulmane IAIN (Yogyakarta), et du jésuite Franz Magnis-Suseno, professeur à la Faculté de philosophie STF Jakarta.²

Contrairement à Sigmund Freud, Budhy Munawar voit dans la religion un besoin d'épanouissement, de vérité, d'amour fraternel. Pour les mystiques, Allah est l'amour et la justice. Une foi adulte se réalise donc dans l'engagement social et la fidélité à sa propre conscience. Une nouvelle compréhension de la religion devrait mettre l'accent sur l'humanité. D'où la nécessité de transformer l'environnement social.

Le goût de nombreux musulmans pour la modernisation des sciences et de la technologie ne suffit pas. « L'esprit du monde moderne trouve son accomplissement dans le système capitaliste, qui réduit l'homme à un objet de science, un matériau, à tel point que partout les espaces de pauvreté s'élargissent à mesure que s'enrichit une petite élite économique. C'est pourquoi, la nouvelle religiosité critiquera cette déshumani-

sation et s'engagera en faveur de ceux qui en sont les victimes, les opprimés et les marginaux. »

La théologie doit se pencher sur la logique capitaliste. Il faut d'abord éveiller une conscience sociale critique et tenir compte des imbrications de toutes choses. Dans son livre *Un Islam pluraliste*, le jeune et dynamique auteur s'interroge sur les causes de la crise générale : « Le monde occidental commence à découvrir que la crise générale ne procède pas seulement de causes matérielles mais de la manière dont il conçoit la nature. S'il saisit tout sous l'angle partiel d'une existence matérielle, il se prive de l'intuition et de la connaissance directe de soi-même. » Aussi est-il indispensable d'approfondir la religion, mais pas comme s'il n'y en avait qu'une seule vraie. Chacune a son sens de l'absolu, que les écrits sacrés appellent *sagesse*, *jnana* (hindouisme), *al-hikmahh* (sufisme). Dieu veut la pluralité des religions. Chaque personne recèle une part d'absolu, quelque chose de divin.

Abdullah Amin se montre critique face à la dogmatique musulmane traditionnelle qui ne reconnaît pas dans la décision de la conscience ce qu'il y a de plus profond dans l'homme. Il faut donc soumettre à examen la religiosité : elle devrait coïncider avec le développement social du « village global ». Mais est-il possible qu'une praxis sociale supplante le *scripturalisme*, l'interprétation littérale du Coran ?

Abdullah répond que la dogmatique doit s'ouvrir aux autres sciences, qu'il importe de développer la conscience historique de l'islam encore moribonde, en d'autres termes, de tenir compte de l'évolution du temps et des cultures. Jusqu'ici l'enseignement de la foi a été déductif ; il partait de propositions de foi qu'il ne fallait pas remettre en question et desquelles on déduisait toutes les conséquences pour la vie pratique. Par contre, la méthode inductive part d'une expérience pour en

tirer les conséquences. Le Coran lui-même pense de manière inductive. Abdullah introduit une troisième méthode, qu'il appelle *abductive*. Elle s'efforce de découvrir plutôt que de justifier ce qui est ancien ; elle travaille sur des hypothèses et vérifie les concepts utilisés jusque-là.

Lorsque les textes des écrits sacrés sont concis, il ne faut pas leur faire violence mais plutôt tenir compte de leur intention, de leur esprit. Ce qui suppose une collaboration entre les diverses religions. Plutôt que de revendiquer la vérité, mieux vaut s'attacher à renforcer les qualités d'humanité, la dignité de la personne. Le dialogue interreligieux doit mettre l'accent sur la compréhension mutuelle et l'échange d'expériences. Le réalisme veut que l'on soit conscient du caractère multicolore du sentiment religieux, sans tomber dans l'erreur et l'aveuglement. La collaboration entre les religions exige le respect des diverses couleurs, de leur existence et de leur autonomie. De là peut naître l'espérance.

Une religion humaniste

Dans le même sens qu'Armstrong et en référence à l'herméneutique des écrits sacrés, Franz Magnis-Suseno pose la question : « Quelle intuition de Dieu a l'homme d'aujourd'hui ? » Au regard de son expérience, l'homme moderne ne peut plus accepter certaines interprétations des textes sacrés. Magnis se réfère plus particulièrement à celle évoquée par Armstrong, qui voudrait que Dieu jette en enfer les méchants. Si une personne bonne ne peut pas envisager de torturer son adversaire, à plus forte raison Dieu non plus : on ne saurait attribuer à Dieu des traits indignes des hommes, comme le désir de vengeance, l'étroitesse d'esprit, la cruauté.

Franz Magnis conclut que la religion du XXI^e siècle doit être sans restriction humaniste et humaine. Il rejette l'opposition, fré-

quente dans les milieux ecclésiastiques, entre un humanisme religieux et un humanisme séculier, même si elle peut s'expliquer historiquement par l'agressivité que certains groupes humanistes ont témoigné envers les Eglises aux XIX^e et XX^e siècles.

Selon Magnis, tout homme doit être reconnu comme une personne, indépendamment de ses qualités, de ses prestations, de ses origines, de son appartenance ethnique ou religieuse. « La cruauté est le pire que l'on puisse faire à un homme. En aucun cas elle ne se justifie. L'humanisme qui crée une solidarité entre les hommes, plus précisément avec les pauvres et les faibles, exclut toute cruauté, toute impudence qui prétendrait s'abriter derrière une religion ou une idéologie. Il refuse tout désir de vengeance collective. Il est le critère qui permet de vérifier l'authenticité d'une religion. La solidarité avec tout homme est le cœur de la religion. On ne peut considérer l'homme que dans sa dimension profonde, dans sa foi en un Dieu qui l'a appelé à aller de l'avant dans la vie avec lui. »

Face au durcissement de l'islam et de certaines communautés chrétiennes, à Ambon surtout, faut-il considérer ces trois contributions comme des voix isolées ? Ce serait méconnaître le monde très diversifié de l'islam. Le rapprochement des plus grandes organisations islamiques indonésiennes, la Nahdlatul Ulama (NU) et la Muhammadiyah, autrefois souvent en guerre, est de bon augure. Leurs chefs acceptent le pluralisme religieux et écartent l'idée d'un Etat islamique.

Le qualificatif « libéral », autrefois mal vu en Indonésie, est interprété aujourd'hui dans un sens positif par d'importantes personnalités musulmanes. Il signifie ouverture face aux autres religions, mentalité démocratique et interprétation plus libre du Coran. C'est ce qu'écrit Abd À'la dans le quotidien *Kompas* à propos de l'islam libéral à l'époque du post-fondamentalisme. Il préconise

une interprétation historique du Coran. Pour lui, il ne faut pas absolutiser la religion d'une époque déterminée, par exemple celle de la rédaction du Coran, mais toujours *reconstruire*. On ne peut identifier la religion avec un pouvoir ou une époque, comme on l'a fait sous le gouvernement du président Suharto (1966-1998).

Une opinion que partagent Muhamad Ali, professeur à l'IAIN de Jakarta, et l'anthropologue Moeslim Abdurrahman. D'après ce dernier, le Coran n'est pas la seule source de vérité. Il existe des écrits hors de l'islam, comme la Bible et la Bhagavatgita de l'hindouisme. Finalement, Dieu parle aussi à travers la conscience et la sagesse des cultures locales.

Les Universités musulmanes Paramadina IAIN à Jakarta et Yogyakarta sont en fait les centres de l'islam libéral. Le recteur de l'Université Paramadina, fondée en 1998, Nurcholish Madjid - le théologien musulman d'Indonésie le plus respecté -, souligne l'universalité de l'islam et se montre critique face à son *arabisation*. Invité à donner des cours dans ces trois universités, j'y ai perçu une ambiance très ouverte et beaucoup d'intérêt pour apprendre, au point que je me suis senti parfaitement à l'aise.

Des partenaires

Zuly Qodir, membre du forum interreligieux Interfidei à Yogyakarta, a énuméré au symposium toute une série d'institutions qui se consacrent à la connaissance interreligieuse. Les universités qui offrent des cours dans ce sens sont de plus en plus nombreuses : par exemple, les Facultés protestantes Satya Wacana Salatiga et Duta Wacana Yogyakarta, l'Université catholique Sanata Dharma Yogyakarta, les Universités du Muhammadiyah à Malang et Surakarta et l'Université d'Etat UGM, à Yogyakarta.

Les positions musulmanes et chrétiennes se rejoignent donc de façon étonnante.

L'élite musulmane d'Indonésie se trouve devant une nouvelle étape, ce que j'aurais tenu pour impensable il y a peu d'années encore. Un bon connaisseur de l'islam, Alex Susilo Wijaya s.j., écrit à ce propos : «L'islam devient de plus en plus ouvert et intelligent. Il pourrait bien nous rattraper.» Ou même nous dépasser. De fait, l'étude de ses publications me renvoie souvent au document *Gaudium et spes* du concile Vatican II. La reconnaissance du pluralisme religieux, le retour à l'âge d'or classique (750-1200), l'*Aufklärung* de l'islam par son intérêt pour la science et l'art, et encore l'estime pour la mystique sont autant de motifs d'étonnement.

Il faut y ajouter la tendance à se libérer d'une interprétation strictement littérale du Coran, au profit d'une explication contextuelle qui tient compte de l'histoire et de la culture. On retrouve cette même tendance chez Mohammed Arkoun, à Paris, et chez Yusup Ali, au Pakistan.

Je suis surtout impressionné par l'option socio-politique en faveur des pauvres et des marginaux. De nombreux propos rappellent ceux de la théologie de la libération, censurée par le cardinal Ratzinger, et qui est en train de renaître ici. Cet islam-là ne représenterait-il pas, finalement, le meilleur partenaire contre le capitalisme qui détruit le monde ; un nouvel élan pour la religion, c'est-à-dire pour l'histoire à venir de Dieu avec l'humanité.

F. D.

(traduction : P. Emonet)

¹ Seuil, Paris 1992, 512 p.

² Franz Magnis-Suseno a reçu le 7 novembre dernier le titre de docteur honoris causa de la Faculté de théologie de Lucerne, en reconnaissance de ses travaux de recherche sur la culture javanaise et pour avoir contribué à établir des ponts avec l'islam.

L'Europe à la recherche de son identité

par Attila JAKAB,* Budapest

La question de l'élargissement de l'Union européenne fait ressurgir celle de son identité. Si le projet économique a toujours été prépondérant dans l'Union, il n'annihile pas l'influence de cette référence commune primordiale qu'est le christianisme. Or cet héritage religieux est porteur à la fois d'unité et de conflits ; il ne constitue pas un ciment culturel en soi.

L'identité - qu'elle soit individuelle ou collective - n'est jamais naturelle. Elle est une construction sociale et le rapport entre les différents facteurs qui la construisent est complexe et imbriqué. De plus, se définir se fait toujours en fonction d'une autre altérité ; par rapport à celui qui n'est pas «moi» ou qui n'est pas «comme moi». L'identité européenne ne fait nullement exception à la règle. Elle existe, certes, mais elle est mal définie, car elle manque d'altérité d'opposition précise. C'est pourquoi, on la perçoit surtout au contact avec d'autres cultures et/ou civilisations.

Qui plus est, l'euroanéité constitue en réalité une aire culturelle plus vaste, s'étendant bien au-delà des limites géographiques du continent et se divisant en plusieurs sous-ensembles (par exemple nord-américain, latino-américain, australien). Elle est une manière de vivre et de penser façonnée par un héritage plus ou moins partagé, mais dont le socle est constitué par la Bible ainsi que par la culture hellénistique et romaine, avec des apports très divers et de profondeurs variées.

«Les Européens n'ont pas tous conscience de leur identité culturelle. C'est pourquoi des intellectuels et des hommes

politiques militant pour une Europe unie ont cherché à définir les bases du sentiment d'appartenance à leur civilisation. Ils considèrent que la culture est un lien entre les Européens, peut-être le seul qu'ils aient véritablement en commun. Pour convaincre ces derniers, ils ont tenté de mettre en lumière les caractéristiques de leur culture : sa réalité, son histoire, son avenir.»¹

Projet économique

La question de l'identité européenne s'est posée dès les origines de la construction de l'Union, mais, sous l'aspect de la culture, son importance fut toujours définie par les aléas de la conjoncture économique. Dans les années '50, les références à une culture commune furent assez nombreuses. L'Europe sortait tout juste d'un demi-siècle de guerres et de rivalités nationales, pour entrer dans une rivalité idéologique et dans une période de division territoriale durable ; dans ces circonstances, la reconstruction de l'unité occidentale passait inévitablement par une sorte de

* Dr en histoire du christianisme.

réhabilitation accélérée de l'Allemagne et de l'Italie. La démocratie-chrétienne, en se référant à un héritage commun, a beaucoup fait dans ce sens.

Malgré les références au christianisme, dont le signe le plus visible est le drapeau étoilé, l'Union européenne (U.E.) a toujours été un projet essentiellement économique, pour devenir ensuite également financier : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Communauté économique européenne (CEE). La culture a progressivement disparu des préoccupations politiques. Avec l'amélioration de la situation économique et le développement de la société de consommation, ce fait est devenu particulièrement révélateur.

Dans les années '70, la crise économique et sociale a remis à l'honneur la culture. C'est ainsi qu'à Brest, en mai 1976, un colloque fut consacré «à l'identité culturelle de l'Europe». Il en fut ensuite constamment question pendant les réunions des ministres européens responsables des affaires culturelles. Après une série de discours sans effets réels, le Conseil de la coopération culturelle a lancé en 1987 l'initiative de la mise sur pied «des itinéraires culturels». L'objectif était d'«inviter les Européens à parcourir et à explorer les chemins réels et imaginaires où l'identité européenne s'est forgée» et de les aider «à trouver de nouvelles formes d'épanouissement dans des formes de tourisme alternatif et/ou culturel». C'est ainsi que *les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle* furent ressuscités.²

Christianisme historique

Il est évident que le dénominateur de civilisation que partagent toutes les nations du continent européen est le christianisme, même si ses formes sont diverses et variées. Qui plus est, beaucoup de nations ont construit leur identité nationale moderne en partie dans des circonstances d'opposition avec

les institutions ecclésiastiques. Les traces de ces conflits demeurent et il ne faut surtout pas sous-estimer le facteur religieux confessionnel de ces constructions identitaires.

Cependant, se référer simplement au christianisme, c'est méconnaître ou vouloir gommer ce qui fait la différence. Car l'Europe unie des grands idéologues n'est en réalité rien d'autre qu'un grand marché avec une monnaie unique, engagé dans un vaste processus d'uniformisation : consommation, divertissement médiatique, éducation et nivellement de la pensée. Pour s'en convaincre, il suffit de se remémorer l'Eurovision 2002 de Tallin (Estonie) où, à quelques exceptions près (Macédoine, Israël, Suisse, France, Turquie, Slovénie), les concurrent(e)s ont chanté en anglais et où les différentes votations nationales ont révélé des constantes géopolitiques. Voilà pour la réalité du multiculturalisme !

D'ailleurs, l'unité de l'Europe n'est perceptible que de l'extérieur, en regardant depuis une autre civilisation. L'U.E., en tant que telle, n'a pas de force symbolique réelle et ne donne pas vraiment de sens à un vouloir vivre ensemble. C'est plus que jamais perceptible au moment où se pose l'épineux problème de son élargissement. Au-delà des discours politiques, il est évident qu'il s'agit essentiellement d'économie et, qu'à ce niveau, les uns seront plus européens que les autres.

Du reste, il existe un abus de langage particulièrement révélateur de la mentalité dominante et en totale opposition avec tout discours sur la culture et sur l'identité européenne. Il s'agit de l'identification réductrice et abusive de l'Europe avec l'U.E. : la négation même de l'histoire et de la géographie ainsi que l'effacement voulu de la géopolitique européenne. Qui parle encore du Conseil de l'Europe... ?

Même si cela n'est pas formellement reconnu, des considérations économiques, financières et religieuses déterminent d'une manière complexe, et souvent quasi

inconsciente, l'ensemble du processus de la construction européenne. Une partie de l'Europe - celle occidentale et centrale - a été culturellement façonnée par le catholicisme et le protestantisme. La partie orientale, en revanche, a toujours été sous l'influence de l'aire culturelle byzantine. Au-delà de l'opposition religieuse et politique entre Rome et Constantinople, cela reflète également la différence culturelle entre Occident et Orient, que même l'Empire romain n'est pas parvenu à effacer. La diversité confessionnelle du christianisme s'est d'ailleurs construite sur cette différence.

Dans cette perspective, il est quasiment naturel que les institutions ecclésiastiques cherchent à exercer plus d'influence dans l'U.E. et à infléchir le processus dans la direction de leurs projets de société, tandis que les institutions et les responsables politiques tentent d'instrumentaliser et de domestiquer la religion pour la transformer en soutien morale de l'ordre social établi ou à établir.

Même ceux qui refusent les références explicites à la religion en général et au christianisme en particulier ne réussissent pas vraiment à s'affranchir du contexte culturel qui les a formés et éduqués. Car la partie vraiment romaine de l'Europe a toujours été caractérisée par la dialectique conflictuelle de l'opposition entre religieux et politique, ainsi que par la tentation perpétuelle de l'instrumentalisation réciproque. C'est ainsi, par exemple, que la France républicaine et même anticléricale ne s'est jamais gênée de défendre les catholiques et de soutenir de par le monde les missions, pour servir ses projets géopolitiques.

Le fait que l'Europe soit sous l'influence de son héritage religieux est surtout perceptible dans le processus de sa construction identitaire et dans le projet d'élargissement. S'il existe plusieurs niveaux d'identité (local, régional, national), le niveau européen se définit de plus en plus par rapport aux étrangers qui représentent

une culture autre que celle marquée par le christianisme ; ou plus exactement, par certaines formes de ce dernier.

Le vieillissement de la population est sans doute pour quelque chose dans la montée de l'insécurité, corollaire d'une menace imaginaire indéfinissable. Mais, derrière cette demande sécuritaire, savamment entretenue par les médias, se cache en réalité une insécurité existentielle profonde, due à la perte des repères identitaires traditionnels et des modèles d'identification. Sous la pression de la nécessité de devenir flexible, l'Européen devient fragile, car il se retrouve isolé dans une société atomisée.

Un support idéologique

Dès lors, de nouvelles sociabilités lui sont proposées dans le domaine de la consommation, du divertissement populaire ou de la religion, essentiellement fondées sur les sentiments. C'est ainsi, qu'en opposition aux formes institutionnelles et historiques du christianisme - qui ont de nos jours toutes les peines du monde à trouver leur voie -, ce sont surtout les tendances centrées sur la satisfaction du besoin religieux individuel et laissant entièrement de côté les questions de société qui sont particulièrement favorisées.

L'«évangélisme» ou le «bibleisme» à connotation chrétienne devient le support idéologique et moral du nouvel ordre social en construction. Il concurrence de plus en plus le christianisme historique, tout comme ce dernier avait autrefois concurrencé la religion de l'Empire romain et servi la reconstruction constantinienne. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que, dans toute une série de publications, la période carolingienne - et le règne de Charlemagne - est présentée comme un modèle européen à suivre.

Dans cette perspective, une histoire «politiquement correcte» du christianisme

doit servir de base culturelle à l'identité européenne commune qui reste à construire. Ce christianisme, pratiquement vidé de son contenu, est ainsi réduit à un rôle de support idéologique du pouvoir.

Aleksander Gieysztor, de l'Académie des sciences de Pologne, présente par exemple l'Europe du Moyen Âge comme «le synonyme d'une chrétienté occidentale qui, dans la pensée politique et ecclésiastique, doit constituer une union de peuples guidée par l'empereur, *pater Europae*. Elle s'oppose immédiatement aux deux autres composantes de la division tripartite du monde, l'Afrique et l'Asie : Alcuin, un des maîtres à penser de Charlemagne et chef de son école palatine, les considère soumises en grande partie à l'islam et, de ce fait, porteuses de desseins politiques et religieux antagonistes. Elle se dresse aussi face à l'héritière du titre impérial romain : Byzance, dont la volonté d'hégémonie - selon Enée, évêque de Paris au milieu du IX^e siècle - ne saurait se manifester qu'en Asie ou aux extrémités de l'Europe.»⁵

Risque d'éclatement

Cette conception géopolitique de l'Europe marquée par le christianisme occidental se retrouve - comme par hasard - dans le projet d'élargissement futur de l'U.E. Bien au-delà des considérations purement économiques, on constate qu'à l'exception de la partie grecque de Chypre, les autres pays candidats appartiennent tous à l'aire culturelle catholico-protestante du continent. On marque ainsi, d'une manière très claire, la ligne de démarcation culturelle entre l'Occident et l'Orient. Comme cette ligne traverse plusieurs pays, pour apaiser les esprits et ne plus contribuer à la création de situations de conflit, l'adhésion leur est également miroitée.

La Turquie n'est pas oubliée n'ont plus, mais, avec son adhésion, l'U.E. s'étendant

jusqu'en Anatolie ne correspondra strictement à rien : ni historiquement, ni géographiquement, ni culturellement. Elle se révélera ce qu'elle fut dès le départ : un projet essentiellement économique et financier. De plus, en continuant à se référer à son héritage chrétien pour se forger une identité, l'Union obligera tous ceux qui ne peuvent pas s'y reconnaître - essentiellement sa population musulmane - à renforcer leur propre identité religieuse. D'ailleurs, c'est déjà ce qui se produit.

Unir les peuples du continent est incontestablement une idée grandiose, mais le sentiment d'appartenance commune ne se décrète pas. Qui plus est, les nations européennes sont des constructions trop récentes pour pouvoir oublier ce que cela leur a coûté. Prendre le pragmatisme pour une manifestation de l'identité collective serait une erreur. Vouloir enraciner l'identité européenne dans le christianisme, c'est également oublier qu'il ne lui a jamais été possible d'unifier le continent en profondeur. Ayant accordé peu de place à la culture réelle pendant toute la période de sa construction, l'U.E. se retrouve acculée à la recherche fébrile de son identité culturelle.

Tant que l'Union sera économiquement stable et viable, cette absence ne sera pas réellement pesante. Mais dès que des difficultés durables apparaîtront, les conflits d'intérêts seront inévitables. Et la représentation du fondement chrétien de l'héritage commun des nations européennes ne sera jamais un garant de sa pérennité.

A. J.

¹ Viviane Obaton, *La promotion de l'identité culturelle européenne depuis 1946*, (Euryopa, 3), Genève 1997, pp. 1-2.

² *Ibid.*, p. 102.

³ *Conscience et identité occidentales*, in «*Les Européens*», Paris 2000, pp. 173-174. Cet ouvrage collectif a été publié sous l'égide de l'Université de l'Europe avec le concours de l'Unesco.

Turquie européenne, sous conditions

par Pierre DE CHARENTENAY s.j.,* Bruxelles

«La capitale de la Turquie n'est pas en Europe», ainsi s'exprimait Giscard d'Estaing le 7 novembre dernier dans «Le Monde». Probablement téléguidées par des chefs d'Etat européens effrayés par l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (U.E.), ces déclarations étaient loin d'être innocentes puisqu'elles servaient d'opération de déminage de la question turque avant le Sommet de Copenhague des 12 et 13 décembre. Véritable pavé dans la mare, elles ont soulevé quelques-unes des vraies questions que la candidature de la Turquie pose à l'Union et que bien des chefs d'Etat n'osent exprimer publiquement. Quels sont les fondements de cette Europe qui se construit ? Jusqu'où peut-elle intégrer des pays voisins ? A-t-elle des limites géographiques ?

Depuis ces déclarations, articles et prises de position pleuvent sur nos têtes, aussi nombreux que les feuilles mortes en automne. L'échéance du Sommet européen de Copenhague a donné une urgence nouvelle à un débat qui n'a jamais vraiment eu lieu et qui se trouve maintenant piégé par les promesses et les engagements pris en un autre temps.

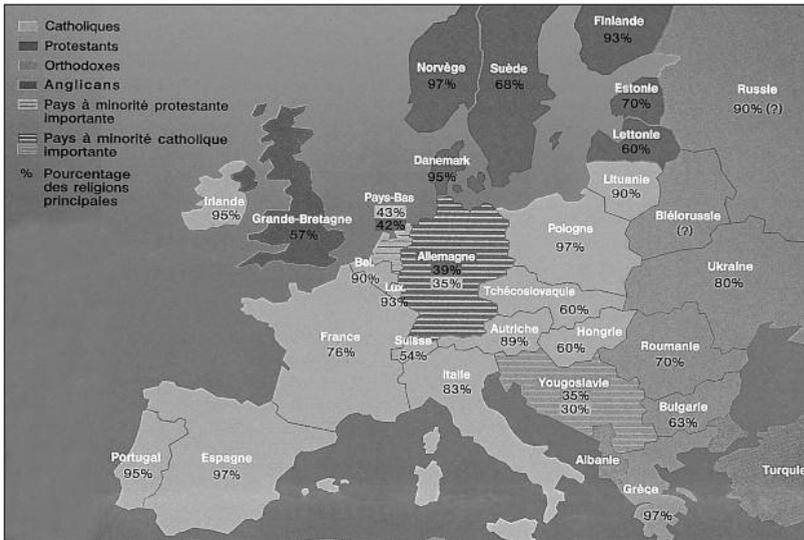
Au départ de cette construction européenne, la question de l'identité européenne ne se posait pas, ni pour les six des origines ni même pour les quinze actuels, tous situés au cœur de l'Europe. Elle surgit maintenant que la Turquie est sur le seuil. Or les conditions actuelles de cette candidature n'ont plus rien à voir avec celles des années '60.

Après quarante ans de construction, l'Union est devenue un ensemble de pays qui partagent 80 000 pages de législation et des valeurs reconnues dans la Charte des droits fondamentaux rédigée en l'an 2000. Faut-il donc refuser l'entrée de la Turquie

dans l'U.E. et oublier tout ce qui a été fait et dit depuis 50 ans ?

Le pays d'Atatürk est dans l'antichambre de l'Europe depuis longtemps par sa participation à deux institutions internationales, le Conseil de l'Europe et l'OTAN. Membre du Conseil de l'Europe depuis 1949, la Turquie peut revendiquer une appartenance d'un demi-siècle au continent des droits de l'homme et de l'état de droit. Mais cette revendication perd de sa pertinence en fonction de l'affaiblissement du rôle du Conseil de l'Europe : élargie à 44 membres, dont la Russie, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, cette organisation n'a plus rien à voir avec une appartenance géographique. Et peut-on vraiment parler d'appartenance commune à des valeurs comme les droits de l'homme et l'état de droit quand on voit ce qui se passe en Russie, en Ukraine et même

* Directeur de l'Office catholique d'information et d'initiative pour l'Europe (OCIPE), rédacteur en chef de *Europe Infos*.



Christianisme en Europe, 1990.

en Turquie ? C'est au moins l'histoire du Conseil de l'Europe qui donne un sens à la présence de la Turquie en Europe.

Le rapport à l'OTAN pose plus largement le rapport à l'Amérique en compliquant les réseaux d'appartenances. Membre de l'OTAN dès 1955, bien avant les Allemands, les Espagnols ou les Portugais, les Turcs peuvent argumenter qu'ils sont membres de l'Occident pro américain depuis bientôt cinquante ans. Ils ont fourni les bases avancées de la présence du monde libre face au communisme soviétique.

Du côté de l'actuelle Union, la CEE a ouvert à Ankara, dès 1963, la porte d'un partenariat privilégié. On ne savait pas trop, alors, ce que serait dans l'avenir cette communauté européenne. L'accord douanier très privilégié signé à l'époque ne prévoyait rien des évolutions futures. L'Angleterre était toujours tenue à l'écart et les portes d'un avenir européen grandes ouvertes pour la Turquie. Puis ce fut l'avalanche des années '90 : de nombreuses candidatures se sont profilées à l'horizon, notamment celles des anciens pays communistes d'au-delà du rideau de fer, libérés de la tutelle soviétique en 1989. Il fallait

donc se donner des critères, autant pour la candidature que pour l'adhésion de nouveaux pays membres.

Au sommet de Copenhague de 1993, les Quinze ont donc décidé que ne pourraient entamer des pourparlers d'adhésion que les pays ayant une démocratie stable et respectant les droits de l'homme. C'est ainsi qu'une première vague de cinq pays

furent admis aux négociations, puis une deuxième vague de cinq, laissant hors de la discussion la Croatie, les pays des Balkans et bien sûr la Turquie qui ne remplissaient pas ces critères.

Fin des années '90, la Grèce ayant renoncé à son veto à l'entrée de la Turquie, il fallut que les Quinze prennent position. Désireux de donner des signes positifs, et tout simplement pressés par Ankara, les Quinze ont déclaré officiellement la Turquie candidate à Helsinki en 1999, et ce sans négociation.

Dans la situation actuelle, la Turquie n'est toujours pas à même d'intégrer l'Union. Elle ne répond pas aux critères établis à Copenhague en 1993. Si la peine de mort a été abolie et l'usage des langues minoritaires garanti, il n'en reste pas moins que les droits de l'homme et la démocratie sont loin d'être appliqués : les prisons sont des lieux où l'humanité n'est guère respectée ; la liberté religieuse est systématiquement bafouée (demandez aux catholiques de Turquie ce qu'ils en pensent)¹ et la relation entre l'islam et le pouvoir politique n'est pas clarifiée ; l'armée garde une place privilégiée dans l'exercice

du pouvoir à travers le Conseil national de sécurité ; la question kurde n'est pas résolue ; la justice pas vraiment garantie. De plus, depuis les années '60, l'armée a dû intervenir trois fois pour garantir l'exercice de la démocratie. Ces trois initiatives montrent les bonnes intentions des militaires, mais manifestent aussi combien le système est instable, les mouvements islamistes échappant à tout contrôle démocratique.

Le cœur du problème turc serait-il donc l'islam ? Est-ce que l'Union est un club chrétien qui se doit de refuser l'entrée d'un pays musulman ? Le problème n'est pas l'islam en tant que tel, mais plutôt la manière dont cette religion se situe face aux droits de l'homme et à la démocratie. Est-il vraiment possible en Turquie de changer de religion ? Les autres religions sont-elles respectées et libres d'agir ?

La réponse est clairement non, en raison essentiellement de la proximité trop étroite avec le pouvoir. Le Diyanet, sorte de ministère des cultes, supervise les constructions de mosquées, les nominations des imams, les facultés de théologie musulmanes, avec l'intention évidente de contrôler les islamistes radicaux.² Autant dire que le phénomène religieux n'est pas stabilisé en Turquie et pose un grave danger pour la démocratie. Tout cela doit évoluer avant une entrée en négociation.

Une option sur l'avenir ?

Vu les promesses déjà faites et les liens multiples tissés depuis plus d'un demi-siècle, il n'est pas possible de dire *non* aujourd'hui à cette candidature turque. Il faut remettre la réponse à plus tard, en attendant les évolutions de la Turquie et de voir comment l'Union va fonctionner à 30. Cette dernière, en effet, doit réussir son élargissement massif, avec l'intégration de dix pays le 1^{er} mai 2004, en attendant la Roumanie et la Bulgarie en 2007 et les pays des Balkans par la

suite. Ce doublement des membres exigera beaucoup d'adaptations. Quand on voit les difficultés de fonctionnement à 15, il y a évidemment de quoi s'interroger. Il faudra rôder cette mécanique complexe d'une Union à 30.

Il est donc prématuré d'envisager l'intégration d'un pays aussi important que la Turquie dans un bref délai. Ankara n'est pas la capitale d'une petite nation que l'on pourrait intégrer les yeux fermés, comme une sorte de passager clandestin à peine repérable dans l'autobus européen. Ce pays comprend plus de 65 millions d'habitants, et en comptera quelque 80 millions d'ici 15 ans. Elle sera alors la première nation d'Europe. C'est tout l'équilibre de l'Union qui pourrait voler en éclat avec une diversité culturelle encore élargie. Même si l'intégration de l'acquis communautaire et un strict respect des droits de l'homme vont rapprocher le cœur de l'ancien Empire ottoman de l'Occident européen, il n'en reste pas moins que le pays des derviches tourneurs est bien loin culturellement des pays des Lumières.

Les valeurs de l'U.E. sont à peu près claires. Elles ont été redites et bien décrites avec la Charte des droits fondamentaux. Si l'appartenance à l'Union se fait simplement sur un critère juridique, il est facile de décider de l'approbation ou non d'un candidat. Il suffit de lui faire passer l'examen d'entrée et de lui donner la note qu'il mérite. Mais le droit n'est pas tout. La culture, la géographie, l'histoire, viennent nous interroger et placent la Turquie à la fois toute proche de l'Europe et à sa périphérie.

Si l'histoire nous remet en mémoire les conquêtes de la moitié de l'Europe par les Turcs et les aventures du «malade de l'Europe», la géographie la fait pencher plutôt du côté asiatique puisque 95 % de son territoire l'est effectivement. Même si la Turquie est une amie indéfectible de l'Occident et de l'OTAN depuis un demi-siècle, même si ses élites sont très proches de l'Europe depuis Mustafa Kemal en 1923, et

même bien avant, elle n'appartient qu'extérieurement à la géographie européenne.

Compte tenu de tous ces débats qui peuvent être byzantins et infinis, il apparaît que l'organisation d'un partenariat privilégié pour l'ensemble des pays voisins de l'U.E. aurait été la meilleure solution. Ce partenariat aurait pu englober la Turquie, mais aussi les pays de l'Afrique du Nord, ainsi que l'Ukraine et la Biélorussie, voir la Russie elle-même. Tout aurait été ainsi plus clair et plus facile, l'Europe restant un continent bien délimité et homogène. Mais on est maintenant tributaire des liens créés depuis 50 ans. Bien sûr, on aurait dû penser à cela bien avant, mais les vrais problèmes n'étaient pas alors posés. Ce n'est que maintenant qu'on les découvre, sans qu'il y ait de raisons suffisantes pour rejeter tout le chemin parcouru.

Après bien des tergiversations, la France et l'Allemagne se sont finalement mises d'accord - juste avant le sommet de Copenhague 2002 - sur le principe de retarder de deux ans l'examen des conditions politiques dans lesquelles se trouve la Turquie, conformément aux décisions du Sommet de Copenhague 1993. Le leader Erdogan en a accepté le principe à contre cœur.

Ce faisant, l'Union ne fait pas marche arrière à propos de la candidature de la Turquie. Elle laisse ouvertes les portes de son adhésion, car celle-ci, à long terme, aurait de grands avantages : elle arrimerait à l'Occident et à la démocratie un grand pays charnière de l'Ouest asiatique ; elle stabiliserait toute cette région ; elle offrirait un immense marché au développement de l'Europe ; et surtout, elle donnerait un modèle nouveau pour l'islam majoritaire dans un pays majeur.

Plus profondément encore, elle signifierait au monde entier que l'Union européenne (550 millions d'habitants avec la Turquie) n'est pas une forteresse de riches chrétiens qui se défendent contre l'extérieur

et contre l'islam. Allant contre les thèses de l'opposition des civilisations, l'Europe formerait ce creuset d'un monde où pourraient vivre ensemble des cultures différentes.

Renforcer la cohésion

Pour en arriver là, les conditions d'adhésion doivent être absolument appliquées et de manière stricte. On ne joue pas avec les droits de l'homme ni pour le futur de la Turquie ni pour celui de l'Union. On ne joue avec un pays dont les voisins de l'Est s'appellent la Syrie, l'Iran, l'Irak, l'Arménie et la Géorgie. Aller trop vite, encore une fois, serait oublier les peuples de l'Union elle-même. Qu'en diront les habitants de la Corrèze, de la Catalogne ou de l'Ecosse ? Que dira Mme Michu, M. Da Silva ou Mlle Smith ? Ils ont déjà bien du mal à comprendre l'Union.

La diversité est une richesse si elle se fonde sur des valeurs communes comprises, acceptées et approuvées par tous. Elle devient un facteur d'éclatement si les citoyens européens ne sont pas prêts à jouer le jeu. Il est urgent d'expliquer cet élargissement et de renforcer la cohésion du groupe avant d'intégrer une différence supplémentaire. Au lieu de tuer l'Union européenne, comme l'annonçait Giscard d'Estaing, ce serait lui donner un nouveau départ plus large et plus universel. Encore faut-il y mettre les formes et rester dans l'état de droit.

P. de Ch.

¹ En 1989, la Turquie comptait 98 % de musulmans et environ 1,7 % de chrétiens. Dix ans plus tard, ces chiffres sont passés respectivement à 99,8 % et 0,2 % (n.d.l.r.).

² Voir **Rik de Gendt**, *La Turquie et l'islam aux portes de l'Europe*, in **choisir** n° 489, septembre 2000, pp. 18-21 (n.d.l.r.).

Rapport Bergier Usages politiques et polémiques

par François WALTER,* Lausanne

Pourquoi revenir encore sur «l'affaire» et le rapport Bergier ? Saturés d'informations, nous risquons de tourner trop vite la page en ne conservant que quelques jugements de valeur hâtifs complaisamment relayés par les médias, ou de laisser le champ libre à ceux qui utilisent le débat à des fins politiques. L'occasion d'une réflexion à distance nous est donnée par la parution, dans une collection aux positions droitières affichées, d'un ouvrage polémique¹ dont l'objectif avoué est de remettre en cause la démarche et les conclusions du «Rapport final» de la Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale (CIE), commission plus connue sous le nom de son président, le professeur Jean-François Bergier.²

Emmenés par le secrétaire patronal et journaliste Jean-Philippe Chenaux, les auteurs de ce livre polémique n'acceptent pas ce qu'ils considèrent comme un «jugement infamant» prononcé lors de la présentation du rapport par le président Bergier (mars 2002) qui déclarait alors : «La politique de nos autorités a contribué à la réalisation de l'objectif le plus atroce, l'Holocauste.» Cette idée avait déjà été exprimée dans le rapport intermédiaire sur les réfugiés en 1999, à savoir qu'«en créant des obstacles supplémentaires à la frontière, les autorités suisses ont contribué - intentionnellement ou non - à ce que le régime national-socialiste atteigne ses objectifs». Ces deux phrases ne figurent pas dans le *Rapport final*, au ton beaucoup plus mesuré.

Le président Bergier ne pouvait néanmoins pas ignorer que, coupés de leur contexte, de tels propos outrageusement simplificateurs et autoflagellateurs feraient la une des journaux avides de sensationnel. Tel a été effectivement le cas et il est certes domageable que le public ne retienne des

11000 pages publiées par la CIE qu'une petite phrase malheureuse et assassine.

Ce filon démagogique, les onze auteurs dirigés par Chenaux ne se privent pas de l'exploiter, tout en reprenant la litanie des reproches adressés depuis des années aux travaux de la CIE. Le dossier le plus intéressant de ce recueil est sans doute la longue chronique qui met en perspective depuis 1945 les événements qui ont justifié, en décembre 1996, la formation de la Commission. On s'aperçoit ainsi combien les questions sensibles qui ont marqué la «crise» des années '90 ont préoccupé les institutions et ayants droit concernés avant que «l'affaire» des fonds en déshérence n'éclate brutalement en 1995.

Sans faire toute la lumière sur les raisons de la crise, la chronologie en met bien en exergue les aspects conjoncturels. Ceux propres au contexte américain d'abord, comme la conjonction des intérêts électoralistes des

* Professeur d'histoire nationale à l'Université de Genève.

Clinton et autres D'Amato ou les objectifs politiques et financiers du Congrès juif mondial d'Edgar Bronfman. Ceux, plus complexes, des intérêts économiques à l'échelle mondiale et du rôle de la place financière suisse. La Suisse apparaît ici comme un maillon vulnérable dans la rivalité économique entre l'Europe et les Etats-Unis dans le contexte de la mondialisation.

Mis bout à bout pour la première fois, les nombreux documents d'une vaste revue de presse renforcent la thèse d'une campagne orchestrée de Wall Street et de la City contre le secret bancaire et la place financière suisse, dans le cadre de ce qu'on a pu appeler «l'industrie de l'Holocauste», celle-là même qui exploite les souffrances des victimes de la barbarie nazie pour extorquer de l'argent à l'Europe. Des revendications exorbitantes de plusieurs milliards de dollars, des accusations ahurissantes concernant la complicité de la Suisse avec l'Allemagne nazie participent de l'escalade verbale qui va jusqu'à la menace de «guerre totale» brandie par Bronfman, qui par ailleurs ne mâche pas ses mots en parlant de la Suisse : «Ce soi-disant Etat neutre s'est rendu coupable du pire brigandage de l'histoire de l'humanité» !

Coûteuse désinvolture

Face à de telles outrances, force est de reconnaître le bien plus préoccupant manque de perspicacité des autorités suisses qui ont totalement sous-estimé la portée de l'offensive et mal imaginé les parades. Le conseiller fédéral Leuenberger lui-même admettra les effets navrants d'une réaction officielle tardive. Reste que pendant des décennies, banques et assurances ont fait preuve d'arrogance, voire de désinvolture coupable dans la liquidation des dossiers et comptes qui avaient appartenu à des victimes de la Shoah.

Sur ce point, le rapport Bergier est accablant : il relève les longues années «d'un silence buté» et le manque d'efficacité des mesures prises (notamment en 1962) pour éviter que la Suisse puisse «être ne serait-ce que soupçonnée de vouloir s'enrichir des avoirs ayant appartenu aux victimes d'événements révoltants» (arrêté fédéral, 1962).

On connaît la suite : les coûteux travaux de révision entrepris par les établissements bancaires pour identifier les comptes ayant des liens possibles avec des victimes (des frais pouvant dépasser le milliard de francs, soit une somme énorme comparativement aux 22 millions alloués à la Commission Bergier !) ; puis l'accord global de 1998 par lequel les banques acceptent de dédommager les plaignants pour une somme de 1,25 milliard de dollars ! On est loin des milliards réclamés primitivement, mais aussi du montant réel de quelques dizaines de millions que possédaient effectivement les victimes juives de la Shoah.

Reste le travail des historiens de la Commission Bergier, qui a poursuivi jusqu'à son terme le mandat confié par le Conseil fédéral en 1996, à savoir la conduite des recherches sur l'ensemble des aspects controversés. La Commission s'est acquittée de sa tâche dans les délais prescrits, ce qui constitue en soi un tour de force. Les résultats, impressionnants d'ampleur et de qualité, s'offrent à la critique comme tout travail historique et, comme tels, sont susceptibles d'être affinés et complétés dans les années à venir.

Les différents rapports proposent les interprétations qui apparaissent «aujourd'hui les plus raisonnables» à leurs auteurs. «Elles ne sont en aucun cas ni une vérité d'Etat (...) ni une vérité définitive. Une recherche historique ne s'achève jamais ; et moins encore lorsqu'elle atteint pareille ampleur» (*Rapport final*, p. 501). Ceci permet de bien différencier les portées du rapport : scientifique d'abord, et

assumée comme telle par ses rédacteurs ; politique ensuite, dont la responsabilité incombe entièrement aux mandants, les autorités fédérales en l'occurrence, lesquelles ont jusqu'ici totalement escamoté le débat sur les résultats des travaux de la Commission, ce qui est proprement consternant ; il a enfin une portée morale qui concerne tous les citoyens de ce pays, ce fameux «devoir de mémoire» dont il est question à la fin du rapport final.

Ces différents niveaux doivent être soigneusement distingués, même si l'origine et la constitution de la Commission laissent planer une ambiguïté. C'est tout le problème des commissions d'experts dont il ne suffit pas de dire qu'elles sont indépendantes pour qu'elles le soient vraiment. Quand d'autres historiens jugeaient préférable de se dérober, Bergier a eu le courage de relever le défi et il était probablement le mieux placé parmi les historiens suisses pour le faire.

Manipulation idéologique

Compte tenu des enjeux et des attentes, le risque cependant de lire les conclusions des travaux de la Commission Bergier comme une vérité officielle ou de leur conférer tacitement ce statut ne peut pas être totalement évité. Malgré les dénégations de son président et les efforts bien réels du rapport final de gommer les jugements de valeur et de pondérer tout ce qui touche aux considérations morales du dossier.

Cette faille dans la position «indépendante» des historiens de la Commission, le groupe que dirige Chenaux et d'autres ont su l'exploiter, dans le but d'intenter un mauvais procès aux rapports, sans d'ailleurs avoir pris la peine de les lire dans leur totalité. Les allégations peuvent se ramener à trois thèses qui portent sur quelques points sensibles : le refoulement des réfugiés à la frontière suisse, le rôle des achats d'or, la vérité jugée officielle trans-

mise par les rapports, qui serait de sus très connotée idéologiquement. Reprenons successivement ces affirmations.

En ce qui concerne les réfugiés refoulés, Chenaux et consorts reprochent à la CIE de ne pas avoir tenu compte des études menées à Genève sur le fichier de l'arrondissement territorial. Celles-ci amèneraient par extrapolation à revoir à la baisse le nombre de 20000 refoulés admis par la Commission. Or, contrairement à ce que prétendent ses contradicteurs, le rapport Bergier évoque les recherches de Genève sans vouloir en suivre les conclusions, ce qui est parfaitement légitime puisqu'il y a controverse sur l'interprétation. Avec lucidité, le *Rapport final* considère comme plus important «la question de savoir ce que les autorités connaissaient» de la situation en décrétant le principe du refoulement. On sait à quels dérapages négationnistes ont conduit les comparaisons des comptabilités macabres à propos des camps de la mort et du goulag soviétique.

En ce qui concerne les questions financières et monétaires (les achats d'or spolié et les crédits de clearing à l'Allemagne), Chenaux et consorts publient les contributions de l'historien neuchâtelois Philippe Marguerat et de Jean-Christian Lambelet, professeur d'économie à l'Université de Lausanne. Or Marguerat a été le premier en 1991 à proposer une explication cohérente des rapports économiques entre la Suisse et l'Allemagne et à défendre le point de vue selon lequel «la Suisse neutre a traité le Reich allemand et les Alliés avec équilibre et impartialité». Ses thèses ont été ensuite systématisées et formalisées par l'économiste Lambelet qui soutient que la commission Bergier «n'a pas fait œuvre scientifique» dans l'examen du dossier financier.

Le modèle Lambelet crédite la Banque nationale d'un comportement parfaitement rationnel du point de vue d'une saine gestion de la politique monétaire. Or sont sans cesse intervenues dans l'appréciation

des dirigeants de la Banque nationale des considérations juridiques et politiques. Il ne s'agit donc pas seulement de technique financière, aussi les auteurs des rapports de la CIE ont-ils raison de privilégier la complexité au détriment d'un enchaînement logique de solutions techniques. Le *Rapport final*, en portant sur cette politique une appréciation historique et morale sévère, se veut attentif au fait que «les explications présentées après coup sont en général des rationalisations» et que, «d'autre part, ces motifs n'ont pas pu rester les mêmes d'un bout à l'autre de la guerre» (p. 236).

La dernière salve du réquisitoire anti-Bergier mobilise un argumentaire idéologique. On lira sous la plume du philosophe Eric Werner : «Du rapport Bergier on ne dira pas au sens strict qu'il se rattache au genre légendaire (...). C'est un écrit historique, dirions-nous, mais n'en faisant pas moins certaines concessions aux techniques de la légende» (p. 261).

L'outrecuidance s'accompagne d'une accusation forte, celle d'avoir écrit un rapport qui pêche par omission pour des raisons idéologiques ! En matière d'idéologie, l'auteur de cette attaque peut certes en conter de belles. Quelques pages auparavant, il fait allégeance à Ernst Nolte, un historien allemand, dont les interprétations amphigouriques du phénomène fasciste et le rapprochement niveleur entre le national-socialisme et le bolchevisme ont tôt fait le lit du négationnisme historique.

Histoire et révolution

Pour mettre tout ce beau monde d'accord, c'est Olivier Delacrétaz lui-même, président de la Ligue vaudoise, un mouvement fédéraliste d'une droite extrêmement profilée, qui clôt le recueil par quelques propos musclés. Selon lui, le rapport Bergier distille sournoisement un poncif

mensonger : la population suisse se serait honorablement conduite durant la Seconde Guerre mondiale, alors que les autorités politiques et les dirigeants de l'économie auraient failli en pactisant avec les nazis. D'après Delacrétaz, cette vision manichéenne serait celle des révolutionnaires et il conviendrait donc de ne pas laisser «les idéologues marxistes ou gauchistes nous dicter qui sont nos héros et qui sont nos traîtres !» Tout est donc dit.

Si réévaluer, comme l'a fait la Commission Bergier, le rôle de la Suisse dans les années difficiles de la guerre, si montrer la complexité des situations auxquelles ont été confrontés les responsables politiques, si découvrir que les décisions prises n'ont pas toujours été clairvoyantes ni généreuses, si tout cela est de gauche, alors admettons que l'histoire par essence est révolutionnaire.

A quand une chasse aux sorcières généralisée contre les historiens ? Si nous n'y prenons garde, si nous nous laissons aveugler par les manipulations scientifiques et les inepties, c'est bien là que voudraient nous mener certains des auteurs du recueil de la Ligue vaudoise.

F. W.

¹ **Jean-Philippe Chenaux** (sous la dir. de), *Les conditions de la survie. La Suisse, la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années '90*, Cahiers de la renaissance vaudoise, Lausanne 2002, 350 p. Les Cahiers sont une publication du Mouvement de la renaissance vaudoise, dont la Ligue vaudoise est la forme politique.

² **Commission indépendante d'experts Suisse - Seconde Guerre mondiale**, *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale. Rapport final*, Pendo Verlag, Zurich 2002, 570 p. Les 25 volumes de rapports spécifiques paraissent aux éditions Chronos de Zurich.

Vers une guerre entre les générations ?

par Valérie BORY,* Lausanne

La baisse tendancielle des actifs, son corollaire, le vieillissement de la population, ainsi que le creusement des inégalités donnent lieu à des solutions qui risquent de dresser les aînés contre la société. A l'OCDE comme en Suisse, des économistes dessinent des solutions sur le papier, qui se heurtent au démenti de la réalité. «Faire payer les vieux» sera-t-il le nouveau grand débat politique ?

D'ores et déjà, le titre des 42^e Rencontres jeunesse et économie à Chaumont, à fin novembre, donnait le ton : *La Suisse, un pays (de) vieux ?* «Si j'avais pris garde au titre, je ne serai pas venue», s'exclame, répondant à l'énoncé provocateur, Angeline Fankhauser, ancienne conseillère nationale, invitée à prendre la parole.

Cette dynamique grand-mère, qui a porté la première au Parlement la revendication de Pro Familia Suisse (une allocation mensuelle unifiée par enfant), fait aussi avancer la cause des aînés au sein des Panthères grises de Bâle - inspiré de certains mouvements américains d'aînés en colère. A Bâle, le mouvement aux cheveux gris a obtenu que les marchepieds des bus soient praticables aussi pour les personnes âgées. Mais c'est dans le Conseil suisse des aînés (CSA) que cette ancienne députée se montre particulièrement pu-gnace aujourd'hui.

Ce nouveau lobby, voulu par le Conseil fédéral pour unifier la voix des associations de retraités et d'aînés dans notre pays, a sa charte, dont le premier point consiste à défendre leur dignité et, plus généralement,

à «améliorer l'image des aînés dans l'opinion publique». Faisant un pas de plus, le CSA combat les ségrégations dont sont victimes les personnes âgées en Suisse. Ainsi, il a déposé une plainte au Conseil d'Etat bernois contre une décision approuvant le règlement communal de Madiswil, qui introduit une limite d'âge en matière d'éligibilité, et a obtenu gain de cause : le canton de Berne a décidé de légiférer pour éviter dans l'avenir pareilles discriminations.

De même, le CSA proteste contre la proposition des caisses maladie, dont il conteste le présumé financier (coûts/prestations), d'augmenter les primes d'assurance des personnes de plus de 50 ans. «Les personnes à la retraite ne veulent plus être perçues en priorité comme un facteur de coûts, ni comme une charge et encore moins comme un danger. Il faut cesser de nous médicaliser constamment. On sait très bien qu'il n'y a pas plus de 15 % de personnes de plus de 80 ans qui doivent entrer dans un EMS. Je trouve que la presse utilise les vieux d'une façon populiste. On commence à fustiger ces vieux riches qui ne sont pas solidaires», réagit A. Fankhauser.

* Journaliste, licenciée en sciences politiques.

La coprésidente du CSA pense qu'il y a actuellement une tendance à «dissocier les problématiques ; c'est le cas quand on veut taxer les plus de 50 ans.» Olivier Taramarcas, de Pro Senectute Vevey, renchérit : «Nous courons le danger de considérer la valeur d'un individu en termes uniquement économiques. On tend vers une *market democracy* (une démocratie de marché).» Autrement dit, en sectorisant les problèmes selon les groupes de population, on déconstruit un édifice social solidaire.

«J'ai l'impression que ma génération est de trop partout. Quand nous étions gosses, on remplissait les écoles ; la pilule n'existait pas. En sortant de l'école, trop de jeunes voulaient faire des apprentissages : c'était aux filles de laisser la place aux garçons. Comme femmes, on a fait trop d'enfants ; ce sont ceux qui vont arriver dans une AVS problématique. Nous avons soutenu nos parents, avec des salaires modestes ; aujourd'hui, nous aidons nos enfants face au durcissement des conditions économiques et nous gardons leur progéniture (...) Maintenant, on nous reproche d'avoir bien cotisé et on nous dit : "vous avez trop, répartagez !" D'accord pour la solidarité, mais pas en fonction d'une limite d'âge : en fonction du revenu.»

Pour Angeline Fankhauser, ceux qui veulent taxer les personnes âgées ou les pousser à un bénévolat généralisé, selon certaines propositions figurant dans le *Pacte intergénérationnel*,¹ veulent démonter une forme d'Etat social. «On doit faire un pacte de société, pas un pacte intergénérationnel. Il y a des jeunes riches et il y a des vieux pauvres. Si on continue comme cela, les vieux vont se montrer et gare à la bagarre !»

Les analystes eux se basent sur les chiffres, et quand les chiffres font défaut, les faits et les projections à long terme sont plutôt inquiétants.

L'endettement de l'Etat, des cantons et des communes approche le seuil limite des 60 % du PIB fixé dans l'U.E. En plus, en matière d'AVS, on table sur des rentes versées aux futurs retraités à partir d'un financement des actifs et futurs actifs, qui forcément fait encore défaut. Peter Balaster, analyste au Secrétariat d'Etat à l'économie suisse (le Seco), rappelle qu'il s'agit là d'une dette implicite.

Outre ces dettes réelles et potentielles, le vieillissement démographique semble menaçant. Il sera encore fortement accentué avec l'arrivée à la retraite (entre 2005 et 2035) des générations issues des périodes de guerre et de l'après-guerre.² Selon la Fondation Avenir Suisse (une émanation de la grande économie), qui a travaillé sur plusieurs projections, la population âgée de 20 à 39 ans décroît dans tous les



scénarios, même dans celui qui tient compte d'une plus forte migration. Les personnes âgées de 40 à 64 ans vont encore voir leur effectif augmenter au cours des dix prochaines années, puis diminuer de manière continue.

Devant cette tendance au vieillissement des populations, qui touche tous les pays d'Europe, mais avec de grosses différences régionales, les analystes peignent le diable sur la muraille. Indûment, selon le démographe Pierre Gilliland : «C'est vrai, la proportion des personnes âgées et notamment des grands vieillards augmente ; nous aurons donc des frais de santé supplémentaires, qui devront être couverts par des cotisations ou des impôts additionnels ; il faudra engager du personnel soignant, aussi dans les EMS. De manière générale, la proportion des personnes actives, cotisantes, diminue constamment. En 1950, il y avait six personnes potentiellement actives par rapport à une personne à la retraite. On est maintenant à quatre personnes actives pour un retraité. Et vers 2040, ce sera deux personnes et demi pour un retraité.

»Mais si le vieillissement de la population va se poursuivre, n'oublions pas que la croissance économique aussi ! Je le dis souvent et cela étonne : la quote-part des dépenses pour la santé par rapport au PIB a certes triplé (on est passé de 3,5 - 4 % à 11 %), mais le PIB, lui, a quadruplé.» Ainsi, pour Pierre Gilliland, «malgré le ralentissement économique, il n'y a aucune raison de penser qu'on ne va pas continuer à avoir une croissance économique. Aujourd'hui, 1 % de croissance représente l'équivalent en francs de 4 % en 1950. De plus, le vieillissement va pousser à recourir au progrès technique» (réd. donc à une productivité accrue).

La grande peur de l'effritement des retraites amène à une solution toute simple - trop pour être honnête - prolonger encore l'âge de la retraite et même faire travailler les retraités ! L'OCDE préconise 67 ans.

Quant à l'emploi des travailleurs ayant atteint l'âge de la retraite, il s'appelle quatrième pilier dans les pays anglo-saxons.

En Suisse, une partie de la population travaille certes encore après l'âge légal (plus de 70000 personnes) à temps plein ou partiel. Les 82 % de ces actifs sont cependant des indépendants. Un indépendant n'a pas la même motivation à continuer de faire vivre son entreprise qu'un salarié. Les salariés, eux, le veulent-ils ? Les personnes ayant atteint l'âge de la retraite à une certaine date se sont vues demander si, face à une offre intéressante, elles seraient disposées à retourner au turbin. Près de 30000 Suisses et 28000 Suissesses n'auraient pas refusé une telle activité (*La Vie économique*, 9/2002).

Préretraite ou chômage

Travailler plus longtemps soulève pourtant comme une légère contradiction. Si l'Etat social craint le manque de cotisations AVS, les entreprises n'en ont cure et licencient. Deux logiques contradictoires dont on peut se faire une idée en lisant *La Vie économique*. Celle-ci présente, à six mois d'intervalle, le point de vue des entreprises, justifiant les licenciements des personnes âgées, puis celui de l'Etat, ne craignant pas de passer pour une girouette. C'est que les économistes sont victimes d'analyses à court terme. Leur nouvelle préoccupation est dorénavant la suivante : «Le vieillissement démographique (...) ainsi que la tendance de la population à partir en retraite anticipée compromettent le système étatique d'assurance vieillesse» (*La Vie économique* 09/2002). Et : «L'emploi (facultatif) des travailleurs ayant dépassé l'âge légal de la retraite doit devenir un objectif prioritaire de la politique sociale et économique.»

C'est là le souci de l'Etat. La réalité est autre : un tiers des actifs occupés en Suisse quitte le marché de l'emploi au minimum un an avant l'âge légal ! Si l'aspiration à la re-

traite anticipée s'est développée, il faut préciser que bien souvent elle n'est pas adoptée volontairement. Le chômage des plus de 50 ans obéit encore à une politique cynique où le calcul rendement/salaire prime. A 50 ans et plus, on a trois fois plus de «chance» de se retrouver chômeur en fin de droit.³ Quant aux préretraites, les entreprises les encouragent puisqu'«il apparaît plus avantageux de verser à un travailleur âgé une indemnité ou une rente que de l'employer jusqu'à l'âge légal avec un salaire excédant sa capacité productive.» Sans parler des cotisations LPP qui augmentent avec l'âge. On peut se demander pourquoi l'expérience et les connaissances acquises pendant une vie de travail ne sont pas prises en compte. Parce que la «culture d'entreprise», concept déjà dépassé, ne correspond plus à la volatilité nécessaire aux comportements économiques changeants des grandes entreprises.

Un discours conjoncturel

Pour Pierre Gilliland, prolonger l'âge de la retraite alors que par ailleurs l'économie licencie les personnes d'un certain âge est un discours «purement conjoncturel et qui ne met pas en relation les événements». De plus, il trouve que «65 ans, c'est bien assez âgé pour s'arrêter, quand on a derrière soi 40 à 45 années d'activité économique. Il se produit une usure, qu'on le veuille ou non.» Ceux qui veulent résoudre le problème des cotisations prônent généralement soit la diminution des retraites, soit l'augmentation des cotisations, soit le travail au-delà de l'âge légal actuel. «Les économistes oublient de prendre en compte la croissance économique. Parce qu'ils trouvent que de toute façon, le social coûte trop cher !» Mieux vaudrait donc reporter le problème sur les individus-travailleurs que sur l'Etat social.

Mais si l'Etat social s'est endetté, il faut considérer la part du chômage. «Il y a eu

certes une forte augmentation des dépenses en matière d'assurances sociales, notamment entre 1990 et 1994, mais on oublie qu'elle est due, entre autres, aux licenciements et autres plans sociaux. Le chômage a passé d'un demi-milliard de francs en 1990, à 7 milliards en 1993.»

Cependant, un retournement se produit. On réengage les seniors. En Finlande par exemple, où le gouvernement a voté un programme encourageant l'emploi des personnes âgées, 20 000 personnes cumulaient en 2000 un temps partiel avec une partie de leurs rentes. Au Danemark, on favorise la rente anticipée combinée avec un temps partiel, et 60 % des entreprises mènent une politique de recrutement axée sur les seniors. En Angleterre, il ne peut plus y avoir de limites d'âge sur les offres d'emploi et le gouvernement cherche à encourager le travail jusqu'à 65 ans et plus par des programmes de formation destinés aux employés «âgés». C'est ce qui ressort d'une étude d'Avenir Suisse, qui privilégie la solution du temps partiel après la retraite.

En Suisse, par contre, les entreprises continuent de se débarrasser des travailleurs avant la retraite et parfois même s'en vantent. Ces contradictions sont le reflet d'une société qui a laissé le politique s'effacer devant l'économie.

V. B.

¹ J.-P. Fragnière, Ch. Lalive d'Epinay, H.-M. Haggmann, *Vieillir en Suisse*, Rapport de la Commission fédérale de la vieillesse, Berne 1995 ; et Guy Bovet, *Un nouveau pacte intergénérationnel : réflexions autour de sa faisabilité*, Pro Senectute Vaud, Yverdon 1996. Cf. aussi J.-F. Bickel, *Citoyenneté et nouveau pacte entre les générations*, in **choisir** n° 509, mai 2002, pp. 22-26.

² Office fédéral de la statistique, in *La Vie économique* 3/02, publication du Seco.

³ *La situation des chômeurs en fin de droit*, Réalités sociales, Lausanne 1996.

Euthanasie et dérapages

J'ai lu avec le plus vif intérêt l'article *Euthanasie et liberté* de Michel Maret (**choisir** n° 516, décembre 2002, pp. 20-23). Sur la base d'une expérience toute récente, la mort de ma mère, il me semble urgent d'attirer l'attention sur le fait que l'euthanasie «non-volontaire» est déjà fort répandue chez nous. Nous sommes déjà sur la «pente savonneuse» dont parle M. Maret.

Maman est décédée des suites d'une infection intestinale, après sept semaines d'hospitalisation. Lorsqu'il s'est avéré que le traitement aux antibiotiques restait inefficace, le médecin a insisté lourdement et à plusieurs reprises pour qu'il soit suspendu, alors que maman ne demandait pas sa fin. Elle était tout à fait lucide et ne souffrait pas. Admirablement soignée, elle s'affaiblissait de jour en jour, s'éteignant le plus naturellement du monde, dispensant à chacun sa paix et son amour, reflets de sa foi. A plusieurs reprises pourtant, le médecin est revenu à la charge pour suggérer d'interrompre le traitement, alors qu'il reconnaissait à la fois que maman n'avait pas demandé à mourir et qu'elle ne souffrait pas. Il reconnaissait aussi que l'administration d'un antibiotique par voie orale n'était pas un acharnement thérapeutique à proprement parler, et que l'arrêt du traitement signifierait reprise de la fièvre et douleur. Il a également tenté de justifier sa proposition en s'interrogeant sur la «qualité de la vie» de maman et en émettant l'hypothèse que je n'étais pas prêt à m'en séparer. J'avais la conviction intime qu'il fallait soigner maman et la soutenir jusqu'à la fin, prévisible, prévue et acceptée par elle comme par les membres de sa famille, au vu de sa lucidité et de sa sérénité, et des conditions confortables dont elle avait la chance de bénéficier, notamment de la part du personnel infirmier. Mais aussi, tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir... Est-ce à nous de décider du contraire ? Je ne suis pas sûr non plus que j'aurais pu avoir avec elle une relation de confiance si j'avais consenti à hâter sa fin dans ces circonstances, d'autant qu'elle s'était toujours opposée à l'avortement ou à Exit, association à laquelle appartenait son mari. Elle a toujours aimé la vie.

Les entretiens dans le cabinet du médecin de cet hôpital régional ont toujours été épuisants. Quel contraste entre le témoignage de ma mère et l'amour qu'elle nous a donné jusqu'à sa fin, et le rationalisme de son médecin «jeune loup» ! J'ai eu avec maman certains échanges les plus profonds et les plus riches de toute notre vie.

Parlant ultérieurement de ce cas avec amis et connaissances, j'ai été à la fois conforté dans la position que j'avais prise au vu de ces circonstances particulières, et épouvanté de voir avec quelle légèreté le corps médical décidait d'interrompre les soins, notamment aux personnes âgées. Clairement, les médecins se sont arrogés le droit de vie et de mort sur les malades.

(...) Cette expérience m'a montré qu'il n'existe pratiquement pas, pour les personnes confrontées à cette problématique, d'espace de parole et d'échange sur ce sujet douloureux. Chacune des parties concernées semble avoir un intérêt à garder le silence : le corps médical a son «secret» ; le personnel soignant reste sur sa réserve, même vis-à-vis des plus proches parents, par peur ou respect de ses supérieurs. Quant aux proches, ils n'ont que trop

tendance à ne plus revenir sur un sujet douloureux, pourtant à la clef de notre vie terrestre pour faire leur deuil. Au-delà du débat nécessaire que ne manquera pas de susciter la publication, en français, de la position des évêques suisses sur l'euthanasie et l'accompagnement des mourants, où parler ? Comment susciter la prise de parole et le témoignage ? Comment humaniser une pratique médicale de plus en plus technocratique ? Souhaitons encore que le débat ne se focalise pas seulement sur les cas extrêmes (souffrances intolérables et incontrôlables, équipements et médicaments de pointe très coûteux ...), mais qu'il porte aussi sur les soins, le soutien, la compassion et le respect dus aux personnes âgées, jusqu'à leur fin, en toute humanité, ce qui ne veut pas nécessairement dire interrompre un traitement.

Jean-Bernard Houriet
Genève

Risque nucléaire

J'ai longtemps travaillé dans une centrale nucléaire suisse et je ne comprends pas votre soi-disante «information» au sujet du risque nucléaire (**choisir** n° 516, pp. 6-7). Comment en effet faire une peur plus grande aux lecteurs que par cet article qui n'est qu'un ramassis d'idées fausses et d'insinuations, complètement polarisé politiquement par les anti-nucléaires suisses depuis près de 20 ans... Au lieu d'informer objectivement en montrant le pour et le contre, l'on répand ainsi une peur panique et, pour corser le tout, on reproduit l'image d'une tour de refroidissement à eau de la KKG (Kernkraftwerke Gösigen) comme si le Diable en personne se tenait derrière ce symbole terrifiant ! Les habitants de Gösigen, eux, vaquent tranquillement à leurs affaires... Allons donc ! Je croyais la rédaction de **choisir** au-dessus de telles manipulations, mais il n'en est rien. Il n'y a jamais eu aucune mort par irradiation ou contamination radioactive dans les centrales nucléaires suisses jusqu'à ce jour. Le personnel «mal informé» de Mühleberg ne devrait-il pas réagir vivement à de tels mensonges concernant le «danger» de leurs installations ?

(...) Et lorsqu'on parle «d'une possibilité d'une fission du noyau», alors qu'il s'agit du principe même de fonctionnement de la fission nucléaire contrôlée dans un réacteur à eau légère de type BWR, on voit que la confusion entre noyaux est bien totale chez l'auteur de cet article. Sellafield est toujours la même cible, alors qu'aucun oiseau de mer, à ma connaissance, n'y a trouvé la mort, tandis que l'épave du «Prestige» et les marées noires de la Galice sont une catastrophe écologique sans précédent. De même, le problème des déchets de l'industrie chimique (Bonfol par exemple) est souvent occulté, alors que les «déchets» nucléaires, soigneusement vitrifiés et stockés dans des endroits contrôlés (p.ex. Le Zwiilag, à Würenlingen) sont toujours montrés comme un problème non résolu.

André Durussel
Hermenches

L'heure de religion

par Guy Th. BEDOUELLE o.p., Fribourg

Le sourire de ma mère de Marco Bellocchio

A première vue, le dernier film de Bellocchio, *Le sourire de ma mère*, qui porte en sous-titre *L'heure de religion*, peut passer pour l'œuvre d'un anticlérical aussi virulent qu'intelligent. N'attaquerait-il pas le pontificat actuel par le biais d'un de ses traits majeurs et distinctifs, sa pastorale des béatifications et des canonisations dont le nombre dépasse en un quart de siècle celui de toute l'histoire de l'Eglise latine ? Ce film voudrait-il faire découvrir des choses moins édifiantes, comme des manœuvres de type commercial ou du moins intéressées, peu en harmonie en tout cas avec ce qu'on peut attendre d'une promotion de la sainteté ?

Après tout, cela n'aurait rien d'étonnant, car Bellocchio n'est-il pas en Italie, depuis le début, ce cinéaste contestataire et sulfureux, s'attaquant à la famille minée par la folie destructrice due à sa dégénérescence (*Les poings dans les poches*, 1965), mais aussi, sous la forme d'une critique désenchantée d'une génération entière, à la Révolution, à la psychanalyse, aux illusions et aux espoirs de mai 68 ? La religion était certes malmenée en passant, mais cette fois-ci, c'est de front.

Dans *Le sourire de ma mère*, Ernesto, joué par Sergio Castellitto, connu pour son interprétation du Padre Pio à la télévision..., est un peintre résolument laïque et même athée, mais qui, comme tout un chacun en Italie, est sans cesse confronté à la culture ambiante d'un catholicisme médi-

terrane. Le religieux va le rejoindre dans sa propre maison, dans sa famille, peut-être en lui-même.

Le même jour, en effet, Ernesto est alerté par sa femme, dont il est séparé, que leur petit garçon, à qui il a permis par esprit libéral de fréquenter la classe de catéchisme à l'école (*L'heure de religion*), «parle avec Dieu». Un peu plus tard, Leonardo, l'enfant, fait le signe de croix avant le repas, «comme la maîtresse». Il y a de quoi s'inquiéter. Mais arrive la convocation d'un cardinal qui lui annonce que sa famille a décidé de faire introduire la cause de béatification de sa propre mère. Il convient que le peintre se joigne à cette démarche au cours d'une audience auprès du Saint-Père et, surtout, qu'il arrive à convaincre leur frère fou, assassin de leur mère, de reconnaître que son acte a été dicté par haine de la religion.

Alors que Bellocchio en prend à son aise avec les procédures de la Congrégation pour le culte des saints, il touche pourtant un point décisif. Si cette femme a été assassinée pour sa piété, elle sera considérée comme martyre, et ses mérites personnels ne seront pas déterminants. La tante Marta, qui mène toute l'affaire assez cyniquement à des fins plutôt profanes, harcèle le pauvre Ernesto, allant jusqu'à, sans doute, lui envoyer une ravissante personne qui serait la maîtresse de catéchisme de Leonardo.

Mais Ernesto n'est pas seulement troublé par cette jeune fille qui apparaît et disparaît, mais aussi par cette brutale irruption du



Ernesto et son frère assassin.

religieux dans sa vie. Il a toujours considéré la foi comme une assurance facile pour l'au-delà et sa mère comme une femme dont la piété a en fait empêché l'affectivité humaine de se développer, et il en a souffert comme enfant. Et pourtant, le cardinal n'a-t-il pas décelé, avec un brin d'indiscrétion apologétique, que la voix d'Ernesto tremblait au cours de sa profession d'athéisme ? Et n'a-t-il pas précisément le sourire de cette mère dont il tient tellement à se distancer ?

Ce qui compte dans ce film, plus subtil dans la caricature qu'il ne semble, c'est moins ce qui adviendra de la béatification de la mère, dont on ne sait si ses chances sont compromises ou renforcées par les blasphèmes tonitruants du fils assassin, mais bien le malaise qui s'empare d'Ernesto, dont l'honnêteté n'est pas en cause. Cet homme, confronté aux petites manipulations de son entourage comme aux manifestations d'un culte qui, pour n'être pas autorisé, est d'autant plus ardent, se pose la question de sa propre attitude. Certes, il rejette une sainteté

qui a l'air d'être fondée sur une notion malheureuse de l'existence, mais lui-même ne conclue-t-il pas chaque entretien par un « je dois partir » qui n'est pas une fuite, mais une conscience de notre irréductible départ ?

Confronté dans le film à une sorte de Don Quichotte dont les positions anticléricales datent de l'Italie du *Risorgimento*, et avec lequel il se bat en un duel dérisoire, Ernesto est comme l'athée de bonne foi, si l'on peut dire, troublé par un certain retour du religieux, même s'il en craint la médiocrité et la récupération. Certes, il ne se joindra pas à la famille pour l'audience au Vatican et ira plutôt chercher son petit garçon à l'école.

Bellocchio sait alors faire alterner l'ombre et la lumière dans ses dernières séquences, comme si le personnage préférerait l'amour de la vie au culte de la mort. Faute de croire à ce qui fait la vraie sainteté, c'est en effet le seul pari honnête. Mais Ernesto n'a-t-il pas le sourire de sa mère ?

G.-Th. B.

Au commencement était la rivière

James Joyce

par Gérard JOULIÉ, Lausanne

Le samedi 11 janvier 1941, à Zurich, les Sœurs de la Croix-Rouge virent arriver un malade féroce et agité sur sa civière. C'était un homme de soixante ans, de grande taille et presque aveugle. On aperçut un ulcère perforé. Le dimanche, après l'opération, il fallut du sang frais. On convoqua deux fantassins de Neuchâtel. «Bon présage, dit le malade, j'aime le vin de Neuchâtel.» Il aimait toute espèce de vin. Il mourut le lendemain à deux heures un quart. Sa fille, Lucia, qui ne fut prévenue qu'après l'enterrement, haussa les épaules en disant : «Mais que fait-il sous terre, cet idiot ? Va-t-il se décider à en sortir ? Il est sûrement parti pour mieux nous surveiller.»

Lucia était folle et l'un des premiers écrivains du siècle venait de mourir, célèbre inconnu, ascétique noctambule, auteur d'un livre réputé illisible et pornographique, alcoolique, amateur de bel canto, concentré de génie, de misère et de sarcasmes.

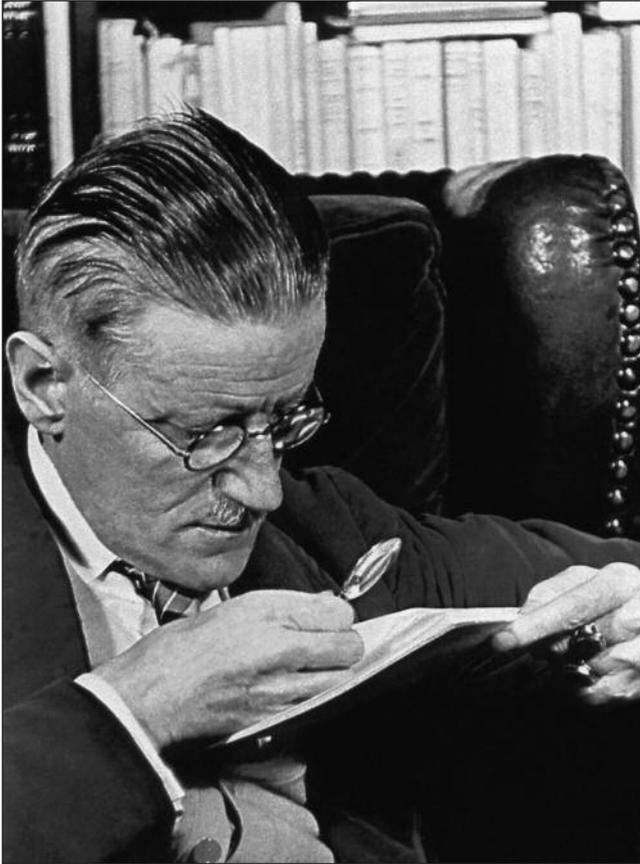
Il était né à Dublin, où il grandit pâle, ébouriffé, dégingandé, admirant Henrik Ibsen et nourri jusqu'à satiété de saint Thomas d'Aquin par les bons pères jésuites qui s'étaient chargés de son éducation. Son père était un bohème avec du goût pour le chant, les arts et l'absinthe, surtout l'absinthe. La mort de sa mère le rapprocha de l'Irlande, marâtre et source de toute vie dans son œuvre, avec la liturgie catholique et la femme.

Justement, il en croisa une le 10 juin 1904. Une grande rousse. Elle était ser-

vante d'hôtel et inculte. Il en fit Molly Bloom. Elle resta inculte et l'aima toute sa vie. On n'imagine pas Joyce marié à une intellectuelle. Non, vraiment pas. «Certains qui savent que je vous vois m'insultent à cause de vous, lui écrivait-il. Je les écoute avec calme, dédaignant de leur répondre, mais le moindre de leurs mots secoue mon cœur comme l'oiseau dans la tempête.»

Ils quittèrent l'Irlande, vinrent s'installer à Paris, puis en Italie, à Trieste. Formidablement pauvre, il disait que sa femme savait juste assez d'italien pour ne pas payer ses dettes. Il passa toute sa vie pour incomparable dans l'art de réclamer de l'argent au nom de la misère ou au nom du génie. Comme Bloy. Quand on est mendiant, l'orgueil est le dernier luxe qui vous reste et la dernière arme.

Sa femme lui donna un garçon et une fille. Entre-temps il buvait sec. Un artiste doit sortir fermement de la vie, mais un des moyens les plus simples est encore de n'y pas entrer. Il écoutait Homère, songeait à Dante, le seul contemporain qu'il admettait, mais il utilisait des sons différents, une nouvelle musique. Comme Céline de son côté à lui. Le bavardage, les sensations honteuses et agréables, les souvenirs du confessionnal, les effets saugrenus, les borborygmes qui accompagnent la fin des phrases et des banquets, le lyrisme qui soulève le monde comme un sein de femme, se furent là ses bassons, ses flûtes, ses violons.



James Joyce.

Un écrivain est par définition métaphysique, un être impossible, souvent même odieux, et un grand écrivain a plusieurs manières d'être incompris de son vivant, afin d'être indéfiniment interprété après sa mort. Comme un agneau sacrificiel, il a plusieurs façons de se faire loup, et, tel le loup, il sait très bien se couvrir d'une toison d'agneau.

Joyce fait penser à un prêtre défroqué, à un cardinal romain. Les prêtres défroqués font de très bons écrivains. Joyce, élève des jésuites à Dublin, perdit très tôt la foi - c'était sur ses épaules d'agneau un manteau trop lourd à porter - mais ses catégories et sa syntaxe demeurent catholiques. Je veux dire que si Joyce devint athée, il ne devint jamais hérétique. Or, comme tout le monde le sait,

ou devrait le savoir, l'athéisme est infiniment moins grave, théologiquement parlant, que l'hérésie ou le déisme.

Et puisqu'il y a en tout homme deux aimants, l'un qui le tire vers Dieu et l'autre qui l'attire vers la Femme, au lieu d'entrer en Dieu comme un oiseau dans le ciel, Joyce entra dans la Femme comme un poisson dans la mer ou comme Jonas dans la baleine. C'est ainsi que son œuvre est toute liquide, marine, fluviale, océanique. Ses personnages y nagent comme des fœtus dans un liquide amniotique.

En fait de personnages, ce sont plutôt des voix, des états d'âme ou de conscience. Et les mots eux-mêmes que Joyce utilise et dont il est bien obligé de se servir, pauvre écrivain qu'il est, dans *Finnegans Wake*, son dernier livre et comme son testament, il s'arrangera, comme il s'était dévêtu jeune homme de la foi, pour les dévêtir de leur signification et les rendre ainsi à leur état premier de musique, de berceuse. Au commencement était la mer et son bercement. Le Verbe

et la raison discursive ne vinrent que plus tard, bien plus tard. Joyce mit donc fin au roman occidental en le noyant, vieillard qu'il était devenu, dans la mer de jouvence des mots musicaux, dans le flot de conscience continu qui ressemble un peu à l'écriture automatique chère aux surréalistes.

Or, comme je le disais plus haut, malgré son athéisme, qui est au fond un reste de «luciférianisme» dont il ne parvint pas, nonobstant son éducation catholique, à se débarrasser tout à fait, sa syntaxe est demeurée, elle, parfaitement catholique, son âme, sa langue, ses thèmes sont catholiques de manière obsessionnelle, et sur le sol déserté de la foi perdue, il bâtit son œuvre, Atlantide promise à l'engloutissement.

Il savait bien, d'autre part, que la littérature a essentiellement affaire au Mal, tout enfant de chœur et servant de messe qu'il ait pu être dans son enfance dublinoise. Il ne savait même que cela, car il préférerait ce Mal au Bien sur lequel la société est obligatoirement bâtie.

Liturgie du corps

C'est pourquoi la pornographie tient une grande place dans son œuvre, et à très juste titre. Elle tient même une place liturgique, si j'ose le dire sans commettre un blasphème. Et cette pornographie est là à sa place, sans être ni choquante ni mal-séante. Joyce a toujours été très obsédé par toutes sortes de détails physiologiques, comme Michelet, qui, lui aussi, possédait une organisation psychique ultra féminine. Plus féminine, encore que moins fluviale, que celle de Joyce. En effet, les mots les plus sales, proférés dans la tendresse ou murmurés dans le creux d'une oreille féminine, sont souvent les mots les plus doux et les plus beaux à entendre.

Molly Bloom, l'épouse du personnage principal d'*Ulysse*, est comme une rivière avec son flot de mots, la rivière qui était au commencement et qui sera à la fin du monde, quand celui des mots, celui de la raison discursive aura été balayé, elle est le bercement sans fin et sans commencement de la mer. Car la mer est catholique comme l'Eglise dans sa liturgie.

Molly, c'est la chair qui dit oui, contrairement à l'esprit qui nie, c'est l'eau qui s'entrouvre pour vous recevoir. Car cet ancien élève des jésuites, rompu aux disciplines scolastiques, avait des motifs de se méfier de la raison discursive, bien des motifs. Ah ! si Dieu était femme, bien des tourments nous seraient épargnés, et bien des choix crucifiants.

Mais ce qui reste de très beau et d'éternellement consolateur quand on lit Joyce,

c'est son indifférence absolue aux événements et à l'actualité. Ulysse existe, mais la guerre de quatorze n'a pas eu lieu. L'Histoire est un cauchemar dont la littérature veut nous réveiller. Après tout, Homère ne disait-il pas que les dieux envoient des malheurs aux hommes afin que les poètes chantent les héros et non pour faire gloser psychologues et autres sociologues.

Restent son amour du chant et des témoins (Joyce avait une très belle voix avinée), ses éclairs de gaîté qui frôlaient le délire, ses sarcasmes répétés contre la psychanalyse, qui rappellent ceux d'un Nabokov (comment un charlatan positiviste comme Freud peut-il voler la vedette à un écrivain comme Joyce), son goût pour les sermonnaires français du Grand Siècle. Il disait à l'un de ses amis : « Nous autres catholiques errants... » Sa solitude en plein Paris. Son ivrognerie, sa manière de distribuer des pourboires exorbitants, sa mégalomanie qui coûta la raison à sa fille et lui fit perdre la vue. On n'en finirait pas d'énumérer les choses qui le rendent cher.

De Joyce le romantique, le fluvial, l'homme du XIX^e siècle aux milliards de mots, qui bataille encore avec Dieu, comme Nietzsche, est sorti Beckett l'apaisé, le minimaliste, de l'œuvre duquel le conflit et la révolte ont disparu pour laisser la place à la simple célébration liturgique du jour par des simples en esprit, des divins clochards qui n'ont plus de comptes à régler, car il n'y a plus personne au-dessus ou au-dessous d'eux. L'ardoise a été effacée, la fontaine des yeux a cessé de couler, la mer s'est vidée de toute son eau et de tous ses poissons.

G. J.

Frédéric Pajak, *Humour, une biographie de James Joyce*, PUF, Paris 2002, 320 p.

Un captivant récit de voyage

William Dalrymple, *Dans l'ombre de Byzance.*
Sur les traces des chrétiens d'Orient *

Splendide récit dans la tradition des voyageurs anglais : le journaliste écossais William Dalrymple retrace le périple qu'il a effectué en 1994 au Proche-Orient, avec comme étapes, dans l'ordre chronologique, le Mont Athos, le Tur Abdin en haute Mésopotamie au sud-est de la Turquie, Antioche, la Syrie, le Liban, la Cisjordanie occupée et enfin l'Égypte, avec Alexandrie, le Caire, les monastères du désert jusqu'à Assiout, en Haute-Égypte, où pèse la menace de la Djemaa islamiya.

Deux fils rouges traversent le récit. L'auteur suit d'abord la trame du récit de l'écrivain Jean Moschus (550-619), *Le Pré spirituel*, qui est un fascinant guide de voyage à travers le monde byzantin oriental à la fin du VI^e siècle. Jean, à l'âge de vingt-cinq ans, se retire au monastère de St-Théodose, près de Jérusalem. *Le Pré* est un chef-d'œuvre de la littérature de voyage byzantine qui recueille les enseignements, anecdotes et récits édifiants de la tradition des Pères du désert. Le voyage de Jean et de son plus jeune compagnon Sophronius se déroule en des temps difficiles, ceux des guerres menées par les Perses contre les territoires byzantins, entre autres à Jérusalem, Antioche et Alexandrie.

Le voyage de W. Dalrymple représente le fil moderne, six ans avant le début du III^e millénaire, qui renoue avec le fil ancien de Jean, sur le même tissu humain, dans un monde lui aussi marqué par la violence politique. «Rien de nouveau sous le soleil» ! L'auteur excelle à relier le passé tumultueux au présent, souvent aussi in-

certain et menaçant. S'il tient une distance critique par rapport aux histoires abraca-dabrantes des moines anciens et de leurs émules modernes, sa manière de rapporter des conversations avec mille et une personnes rencontrées dans les monastères, dans les champs ou sur les routes dénote en même temps une sympathie et un besoin de communiquer, souvent avec humour, une tradition séculaire de sagesse chrétienne et universelle.

Les récits de visites à certains lieux chargés d'histoire de Palestine occupée, les propos des anciens chassés de leur village sont poignants et riches en humanité. L'auteur sait faire parler la mémoire. Par ailleurs, il note que beaucoup d'identités véritables ont été dissimulées dans son récit, notamment dans les passages traitant de la Turquie, de la Cisjordanie occupée et de l'Égypte.

Pour avoir parcouru en partie les mêmes itinéraires, notamment en Turquie et en Syrie en ces années-là ou un peu plus tard, je ne saurais que recommander ce récit de voyage passionnant.

L'ouvrage est enrichi de quelques photographies en noir et blanc des lieux et des personnes, ainsi que des dessins d'Olivia Fraser. Glossaire, bibliographie et index complètent le livre.

Joseph Hug

* Traduit de l'anglais par Hélène Collon, Noir sur Blanc, Montricher 2002, 496 p.

Théologie

DIETRICH BONHOEFFER

par Henry Mottu,
Cerf, Paris 2002, 220 p.

Pour les lecteurs qui ne connaîtraient pas encore Dietrich Bonhoeffer, théologien protestant allemand et résistant contre le nazisme, qui fut exécuté au camp de concentration de Flossenbürg le 9 avril 1945, voici un excellent ouvrage qui les introduira à sa pensée et à son témoignage de chrétien. Pas à pas, avec rigueur et clarté, Henry Mottu, pasteur et professeur à la Faculté de théologie protestante de l'Université de Genève, souligne non seulement l'originalité prophétique de Bonhoeffer, mais surtout son approche multidimensionnelle. La richesse de son œuvre réside précisément dans la féconde diversité de ses intuitions à travers ses écrits universitaires, ses réflexions, alors qu'il dirigeait un séminaire de formation pour des pasteurs, et bien sûr ses lettres de captivité. Au cœur de son itinéraire, des thèmes majeurs et toujours actuels s'entrelacent : l'Église et sa mise à l'épreuve par des forces de ténèbres, l'œcuménisme, l'appartenance réaliste des chrétiens au monde. De plus, une question sous-jacente ne cesse de le fasciner : « Qui est le Christ aujourd'hui pour nous ? »

Cette remarquable initiation aux interrogations et recherches de Bonhoeffer a le mérit

de continuer à ouvrir, pour notre temps, un chemin d'une pratique de la théologie. En l'occurrence, une théologie où la science et la spiritualité structurent une foi adulte. En conclusion, l'évocation du parcours personnel d'Henry Mottu à travers l'œuvre de Bonhoeffer nous invite justement à écouter et à entendre, dans le silence de la réflexion et de la prière, le message d'un témoin de l'espérance chrétienne.

Louis Christiaens

JÜRGEN MOLTSMANN

par Hubert Goudineau et Jean-Louis Souletie
Cerf, Paris 2002, 256 p.

Ce livre fait partie d'une collection qui veut « initier aux théologiens ». Une œuvre particulièrement bienvenue quand il s'agit de Jürgen Moltmann, l'un des grands théologiens allemands de la deuxième moitié du XX^e siècle. Certes, la plupart de ses œuvres ont été traduites en français, mais il faut reconnaître que leur abord n'est pas si facile. Cette présentation de la personnalité et de la théologie de Moltmann est donc fort utile, d'autant plus qu'elle est signée par un théologien baptiste et un professeur catholique.

Les grands thèmes de la théologie de Moltmann sont passés en revue, à commencer par sa fameuse *Théologie de l'espérance*, ouvrage programmatique qui voulait relever en culture chrétienne le défi du

non moins fameux *Das Prinzip Hoffnung* du philosophe Ernest Bloch. Dès lors, toute la pensée de Moltmann a été influencée par l'appel au principe eschatologique, à savoir Dieu qui advient du futur dans la croix et la résurrection du Christ. Pour Moltmann, le Dieu crucifié est un événement intratrinitaire, la croix révèle le vrai Dieu et les tragédies de notre temps doivent être lues sous cet horizon à la fois cruel et pascal. Goudineau et Souletie émettent quelques propos critiques - pas assez à mon avis - et complètent leur exposition par une sélection de textes significatifs de Moltmann lui-même. Un livre utile qui peut aider à relire Moltmann en ses œuvres propres.

Claude Ducarroz

HISTOIRE ET HERMÉNEUTIQUE **Mélanges offerts à Gottfried Hamman**

Labor et Fides, Genève 2002, 448 p.

« Toi qui as été créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, rappelle-toi ta noblesse... », s'exclamait saint Bernard de Clairvaux, comme le rappelle ici M. Grandjean. Si ce livre est offert à un homme, Gottfried Hamman, c'est aussi à l'homme tout court, si l'on ose dire, que ce livre rend hommage. En effet, comme le soutient B. Sesboüé, la vérité religieuse est par essence totalisante. Est totalisante - et

non totalitaire - une vérité qui cherche à dire le tout de l'homme, depuis le rappel de sa noblesse perdue, jusqu'à la formulation de son avenir terrestre, en passant par tout le devenir de l'histoire dont il est déjà marqué.

Quels sont les rapports entre histoire, théologie et vérité ? C'est autour de ces questions que «gravitent» tous les articles qui forment ce recueil. Si le mystère du Christ prétend à l'unicité et à l'absolu - c'est à cette condition qu'il est Dieu - nous ne pourrions jamais en dire autant de ses différentes réalisations historiques, toujours entachées des imperfections humaines.

Cette sagesse chrétienne, à la croisée de la vérité divine et de la faiblesse humaine, B. Sesboué la résume dans cet avertissement déconcertant : «N'oublions jamais que nous pouvons avoir tort dans notre manière même de prétendre à avoir raison.» Jamais la Vérité ne pourra s'épuiser dans une institution humaine.

Jean-Nicolas Revaz

**LE SCANDALE DU MAL
ET DE LA SOUFFRANCE
CHEZ MAURICE ZUNDEL**
par François Rouiller
Saint-Augustin, St-Maurice
2002, 256 p.

Nos réactions devant le mal et la souffrance sont multiples : l'incompréhension face à l'absurde, l'abattement, la révolte. Toutes renvoient inmanquablement à une ques-

tion radicale : pourquoi ? Pourquoi nos vies sont-elles si souvent et profondément affectées par l'épreuve, le malheur ? Comment Dieu peut-il permettre les dérèglements tragiques de nos sociétés, les raffinements de la violence et de la cruauté, les dégradations de la dignité humaine ?

En des pages libératrices, l'auteur de cet essai, théologien et animateur de jeunes, nous conduit à percevoir progressivement les fortes intuitions et la réflexion de Maurice Zundel sur le sens du mal et de la souffrance dans le monde. Et voici qu'en compagnie de ce passionné de Dieu et de l'homme que fut Zundel, notre guide nous invite à découvrir que, dans toute personne qui souffre, Dieu n'est jamais absent et qu'il souffre en elle.

Grâce à cette approche, qui renverse les barrières du ressentiment et les schémas classiques d'un Dieu tout-puissant, le visage de Dieu, selon Zundel, bouleverse toute l'horreur et la détresse du monde par sa capacité d'aimer. La Bible constitue précisément l'histoire de cette révélation : un Dieu pauvre, vulnérable, est lui-même la victime du mal en son Fils crucifié. La réponse adéquate au scandale du mal, celle qui permet de comprendre l'attitude de Dieu face au mal, est cachée dans la trame de l'histoire de l'humanité : son Fils en meurt.

Dès lors, à la révolte devant le mal se substitue la démarche de celui qui disait : «J'étais nu, j'avais faim, j'étais en prison... c'était moi...» (Mt 25,31 ss.). A

la compassion de Dieu pour tout homme répond la compassion de l'homme pour Dieu.

Louis Christiaens

Religions

RÉFORME, RÉVOLUTIONS ET MODERNITÉ

sous la direction de
Bernard Descouleurs et
René Nouailhat
CRDP Franche-Comté,
Besançon 2002, 296 p.

Cet ouvrage est le troisième d'une série intitulée *Culture et religion* qui se propose d'aider l'enseignement de l'histoire en tenant compte du phénomène religieux. Il allie des articles présentés par des chercheurs, avec des sources traduites en français. Les auteurs sont parfois très connus du grand public, tels Jean Delumeau, Bernard Plongeron, et d'autres un peu moins, Patrick Cabanel, Bernard Descouleurs, Louis-Jean Frahier, Philippe Joutard, Michel Meslin, Alain Milhou, René Nouailhat, Pierre Ognier et Claude Prudhomme. Mais tous ont présenté des travaux pédagogiquement remarquables, alliant rigueur scientifique et sens de la vulgarisation.

L'intérêt particulier de l'ouvrage vient de la mosaïque que constituent les différents articles. Ils permettent de souligner les interactions entre le domaine religieux et ceux de l'économie, de la politique, de la philosophie : ainsi l'importance des «découvertes» de

nouveaux mondes et de peuples inconnus, et les défis qu'elles représentent pour la théologie occidentale, mais également la persistance de certains thèmes tels le millénarisme et la sécularisation. Le seul bémol à l'égard de ce livre, mais qui est dû à son objectif même, est que la perspective est fortement orientée vers la France, de sorte que l'Allemagne et l'Angleterre apparaissent plutôt en filigrane.

Bruno Fuglistaller

POUR COMPRENDRE LES RELIGIONS

par Jean-Christophe
Demariaux
Cerf, Paris 2002, 224 p.

Dans la série toujours très bien faite des *Pour comprendre*, cette édition concernant le phénomène des religions est une belle réussite de synthèse et de réflexions menées intelligemment par son auteur.

Les six chapitres de cet ouvrage nous invitent à une vraie pondération, parfois peut-être un peu ornée d'une terminologie pour initiés, sur ce que représente l'inévitable équation de l'homme et de la religion. Une très bonne bibliographie par thèmes clôt le livre et ouvre des perspectives d'approfondissement que l'auteur a déjà bien guidées dans une présentation claire et, selon l'habitude de la série, espacée d'encadrés informatifs complémentaires.

La force de cet ouvrage réside à mon sens dans l'approche socio-anthropologique de l'au-

teur qui, évitant la polémique stérile du «comparatif qualitatif des religions», s'appuie sur l'expérience religieuse de l'être humain. Il analyse les comportements qualifiables de religieux malgré leur diversité apparente, pour permettre à tout adhérent d'une religion particulière d'y trouver matière à réflexion *et* pour sa propre croyance ou foi *et* dans la perspective de plus en plus incontournable de l'interreligieux.

Thierry Schelling

Littérature

LE VOILE DU PAPILLON

par François Masson
Parole et Silence, Paris 2002, 80 p.

«Comment répondre d'une présence et de quelle présence répondre face à l'absence ?» Comment dire à la fois le désarroi provoqué par une séparation brutale et la présence de l'être aimé, dont on est rempli alors qu'il est hors de portée des sens ? C'est ce que tente d'exprimer François Masson dans ce «journal d'un voile», ces écrits «d'une longue nuit», commencé peu après l'accident de voiture de celle qu'il recommandait à aimer dans le secret.

Ce livre est né d'un pourquoi qui a jeté l'auteur en terre d'exil : «Dans les larmes, j'ai appris un pourquoi sans réponse, la plus intense des interrogations qui ne laisse plus la vie en surface.» C'est bien

de sa vie intérieure, de ses sentiments que parle F. Masson, qui n'échappe ni à la tristesse ni à la révolte ni au face-à-face avec soi. Mais dans cette blessure béante, il y a place pour l'espérance. Qui prend d'abord le visage du dépouillement, puis - parce que l'auteur est mû par le désir de la rencontre au-delà du voile, de l'absence -, le visage de l'aimée qui encourage : «Garde l'essentiel, notre rencontre. N'aie pas peur, continue le chemin, je veille sur toi.»

D'un chemin de souffrance, François Masson a fait un chemin d'accueil : «De ce que j'ai reçu, je veux être un homme d'accompagnement de la vie.» Fortifié par la voix de l'aimée : «Apprends à recevoir sans vouloir toujours chercher une réponse que tu n'auras pas», il accueille l'inimaginable pour s'ouvrir jusqu'à recevoir plus grand que soi. Transformer le voile de la nuit en voile de clarté, une belle leçon de courage et de confiance! Nourrie de lettres d'amis qui figurent en conclusion.

Geneviève de Simone-Cornet

LA RETRAITE AUX FLAMBEAUX

par Bernard Clavel
Albin Michel, Paris 2002, 172 p.

L'auteur est un romancier prolix dont l'œuvre abondante vous transporte régulièrement dans une région lointaine ou proche. Cette fois-ci, il s'agit d'un petit village du

Jura où un retraité des chemins de fer observe la débâcle allemande. Un heureux présage qui laisse deviner la fin de la guerre. Et pourtant, une malheureuse altercation avec un jeune S.S., qui se termine par un assassinat, fait tout basculer. Poursuivi par son sens de la justice et un fort sentiment de culpabilité, le pauvre retraité vit une autre débâcle : celle de la folie et du suicide. Il s'agit moins d'un roman que d'une nouvelle, très morale, pleine de violence et d'humanité, où les sentiments personnels et l'intérêt de la collectivité entrent tragiquement en conflit.

Pierre Emonet

Eglise

L'ÉGLISE DE JUDAS

par Eric de Beukelaer

Fidélité, Namur 2002, 142 p.

L'auteur, prêtre et professeur d'histoire de l'Eglise à l'Institut supérieur de pastorale de Liège, nous dit : «Le titre de ce livre ne se veut pas provocateur, mais bien révélateur. (...) Si le Christ a choisi Judas parmi ses douze apôtres, pourquoi s'étonner qu'au cours de son laborieuse périple à travers les siècles, l'Eglise ait compté parmi ses fils nombre de traîtres à l'Evangile ?» Comment se fait-il qu'ils aient pu - souvent les plus zélés à son service - «être poussés à l'erreur, à la faute ou au péché ?»

La réponse ne peut être donnée que par un homme qui aime profondément l'Eglise. «Je l'aime comme un homme aime une femme qui a beaucoup vécu : tout à la fois mère et débauchée, sainte et pécheresse. Une femme dont la beauté n'est apparente qu'à celui que n'effraient ni les rides, ni le regard usé d'avoir trop pleuré ou fait pleurer.»

On ne s'approche du mystère de l'homme et du mystère de l'Eglise qu'à genoux, sans jugement sur les personnes, à l'écoute du vécu réel, sans ces interprétations dont nous risquons toujours d'être les victimes (j'ai mes principes, ma raison raisonnable, mon savoir absolu, comme «hors de l'Eglise pas de salut»).

Ce survol passionnant de l'histoire bimillénaire de l'Eglise, avec ses fautes et erreurs criantes, a purifié mon regard, a fait grandir mon amour et m'a rapproché de la Vérité sur moi et sur Elle.

Jean Nicod

**LE MINISTÈRE DES
ÉVÊQUES AU CONCILE
VATICAN II ET DEPUIS**

sous la direction de
Hervé Legrand et
Christoph Theobald
Cerf, Paris 2001, 326 p.

Avant de prendre congé de son évêque, Mgr Guy Herbulot, le diocèse d'Evry/Essonne a eu l'heureuse idée d'organiser un colloque sur le ministère épiscopal. Ce livre rassemble les interventions des

divers participants à ce symposium. Il a donc les inconvénients du genre, à savoir un patchwork de témoignages, d'interviews, de souvenirs et d'hommages.

Heureusement, des apports plus consistants émergent, qui font apparaître plusieurs constats à la fois réconfortants et inquiétants. Le concile Vatican II - un miracle de l'Esprit-Saint - s'est attaché à promouvoir un renouveau de l'épiscopat. Les théologiens Gilles Routhier et Laurent Villemain mettent en relief les limites du concile dans son entreprise de rééquilibrage des pouvoirs entre la primauté papale et la collégialité épiscopale. De leur côté, Jean Passicos et Bernard Sesboué démontrent que, dans la brèche du flou et de l'ambiguïté, les autorités romaines se sont engouffrées pour ne cesser de recadrer l'épiscopat au profit du pouvoir papal et de la curie romaine.

Une dérive impressionnante dont les évêques semblent s'accommoder dans le silence ou la résignation. Le théologien Hervé Legrand tire même la sonnette d'alarme. Les Eglises locales, les Conférences épiscopales et le Synode des évêques ont perdu de leurs substances et l'œcuménisme en est entravé. Dommage !

Ma conclusion : les meilleures pages de ce livre - celles que les théologiens ont réfléchies - nous encouragent à promouvoir l'appel à un concile Vatican III. A moins que ce ne soit Jérusalem II !

Claude Ducarroz

Ambroise de Milan : Sur la mort de son frère. *Migne, Paris 2002, 132 p.*

Babut Etienne : Mais alors, que fait Dieu ? Une Parole adressée. *Cerf, Paris 2002, 234 p.*

Berque Jacques : Le Coran. Essai de traduction de l'arabe annoté et suivi d'une étude exégétique. *Albin Michel, Paris 2002, 842 p.*

Brac de la Perrière, Robert Ali, Seuret Franck : Graines suspectes. Plantes transgéniques : une menace pour les moins nantis. *D'En Bas, Lausanne 2002, 222 p.*

Collectif : [38060] Bible et sciences. Déchiffrer l'univers. *Presses universitaires de Namur, Namur 2002, 200 p.*

Collectif : [38044] Biologie, médecine et société. Que ferons-nous de l'Homme ? *Bayard, Paris 2002, 410 p.*

Collectif : [38011] Gustave Roud + Cahiers de création + Chroniques + Notes de lecture. *Europe revue mensuelle, Paris 2002, 314 p.*

Collectif : [38061] Le cas Jésus-Christ. Exégètes, historiens et théologiens en confrontation. *Bayard, Paris 2002, 478 p.*

Collectif : [38017] Le courage de vivre pour mourir. *Albin Michel, Paris 2002, 200 p.*

Collectif : [38051] L'intelligence de la rencontre du bouddhisme. *Cerf, Paris 2001, 200 p.*

Feldmann Christian : Mère Teresa. Une vie où la charité demeure. *Saint-Augustin, St-Maurice 2002, 130 p.*

Guyatt Nicholas : Encore un siècle américain ? Les Etats-Unis

et le monde au XXI^e siècle. *D'En Bas, Lausanne 2002, 300 p.*

Jaccottet Philippe, Roud Gustave : Correspondance 1942-1976. *Gallimard, Paris 2002, 560 p.*

Joseph de Vatopaidi : L'Ancien Joseph l'Hésichaste. *Cerf, Paris 2002, 200 p.*

Krishnananda : L'amour n'est pas un jeu d'enfant. Découvrir et guérir les blessures de son enfant intérieur. *Jouvence, Bernex 2002, 284 p.*

Launay Marc de : Une reconstruction rationnelle du judaïsme. Sur Hermann Cohen (1842-1918). *Labor et Fides, Genève 2002, 128 p.*

Leloup Jean-Yves : Une femme innombrable. Le roman de Marie-Madeleine. *Albin Michel, Paris 2002, 216 p.*

Leuthardt Beat : Aux marges de l'Europe. Reportages. *D'En Bas, Lausanne 2002, 222 p.*

Lubac Henri de : Histoire et esprit. L'intelligence de l'écriture d'après Origène. *Cerf, Paris 2002, XIII + 650 p.*

Madeley John : Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée sur l'autel du libre échange. *D'En Bas, Lausanne 2002, 260 p.*

Michaud Yves : Changements dans la violence. Essai sur la bienveillance universelle et la peur. *Odile Jacob, Paris 2002, 288 p.*

Milingo Emmanuel : Le retour de l'évêque prodigue. *Nouvelle Cité, Montrouge 2002, 158 p.*

Murat Pio, Strappazzon Valentin : Prier 15 jours avec Antoine de

Padoue. *Nouvelle Cité, Paris 2002, 122 p.*

Nemeth Maria : Libérer l'énergie de l'argent. Ami ou ennemi, lui donner un sens. *Jouvence, Bernex 2002, 318 p.*

O. Lucille : Les larmes de cristal. *Presses de la Renaissance, Paris 2002, 240 p.*

Pillet Gonzague : L'Efficace, le Juste et l'Ecologique. *Helbing & Lichtenhahn, Genève 2001, 336 p.*

Plettner Claude : Le corps bouleversé. Choisir le célibat. *Desclée de Brouwer, Paris 2002, 216 p.*

Roger Frère : En tout, la paix du cœur. *Ateliers et presses de Taizé, Taizé 2002, 204 p.*

Ruiz Miguel : Les quatre accords toltèques. La voie de la liberté personnelle. *Jouvence, Bernex 2002, 124 p.*

Ska Jean-Louis : Abraham et ses hôtes. Le patriarche et les croyants au Dieu unique. *Lessius, Bruxelles 2002, 152 p.*

Vasey Christopher : L'eau, source vitale de votre santé. Les méfaits de la déshydratation. *Jouvence, Bernex 2002, 156 p.*

Westermann Claus : Théologie de l'Ancien Testament. *Labor et Fides, Genève 2002, 328 p.*

Wyder Theodor : Un quart de siècle d'épiscopat. Le cardinal Henri Schwery. Prêtre, évêque, cardinal. *Saint-Augustin, St-Maurice 2002, 332 p.*

XXX : Vatican II - L'intégralité. *Bayard, Paris 2002, XXXIV + 1178 p.*

Tu as voulu avoir besoin de tous

Père de tous les hommes,
pour toi nul n'est trop petit.
Il n'en est même aucun
dont le cœur serait trop dur
pour que tu ne l'aimes.
Tu as voulu avoir besoin de tous.
Comment, nous les hommes,
aurions-nous moins besoin de chacun d'eux ?

Fais-moi découvrir qu'il n'est personne
qui n'ait rien à dire, rien à apporter.
Et percevoir de combien d'humbles travaux,
en tant de lieux du monde, ma vie dépend.
De combien de gestes des hommes,
depuis les tout premiers, notre culture est faite.

Chacun dépend de tous aussi
pour que l'humanité soit complète,
pour que le corps de Jésus ton fils soit entier.
Il ne le sera qu'avec tous.
J'attends cette plénitude,
le regard tourné vers tous ceux qui sont à venir.
Toi, Père, tu les bénis,
permets que je les bénisse avec toi.

Père Jean-Yves Calvez

JAB
1950 Sion 1

envois non distribuables
à retourner à
CHOISIR, rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge